

Nicolas Beau et Catherine Graciet

QUAND
LE MAROC SERA
ISLAMISTE



Édition actualisée

La Découverte/Poche

Quand le Maroc sera islamiste

Nicolas Beau et Catherine Graciet

Depuis l'avènement de Mohamed VI en 1999, le Maroc est célébré dans les médias occidentaux comme un royaume enchanté où progresseraient dans un même élan le statut de la femme, le pluralisme démocratique et l'économie de marché. Les élites françaises ne sont pas en reste pour vanter ses vertus, au point d'y acquérir de somptueuses résidences secondaires. Mais pour d'autres, plus discrets, « la situation est dangereuse : le Maroc, c'est la Russie en 1916 », selon les mots d'un des patrons de l'antiterrorisme en France. Où est l'erreur ?

Loin des fantasmes et des simplifications, les auteurs de cet ouvrage livrent de la réalité du Maroc et des relations franco-marocaines d'aujourd'hui une vision étonnante, nourrie de révélations explosives. Grâce à des enquêtes en profondeur, ils dévoilent aussi bien les ressorts cachés des différentes composantes de la mouvance islamiste que les secrets de dirigeants marocains, englués dans des réseaux de corruption aux racines souvent bien françaises. Et ils expliquent, exemples à l'appui, les origines des blocages économiques et sociaux que vit un pays gangrené par une corruption omniprésente.

Nicolas Beau, journaliste au *Canard enchaîné*, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Paris, capitale arabe* (Seuil, 1995) et *Notre ami Ben Ali* (avec Jean-Pierre Tuquoi, La Découverte, 1999).

Catherine Graciet, journaliste indépendante, collabore notamment au *Journal hebdomadaire*, premier média de la presse indépendante marocaine.

« Ce livre, qui a déclenché une petite tempête médiatique au Maroc, est sévère mais argumenté. La montée en puissance des islamistes au Maroc est déjà une réalité. [...] Les deux auteurs, qui vouent une véritable tendresse au Maroc, écrivent donc la "chronique d'un désastre annoncé", dénonçant les archaïsmes de l'économie marocaine, le bradage des bijoux de famille à des grands groupes français, la démission de Mohammed VI, plus intéressé par le jetski que par les réformes indispensables à l'arrimage du Maroc à l'économie mondiale. [...] Pour Nicolas Beau et Catherine Graciet, "le régime de M6 est entré en tout cas dans une zone de turbulences où il joue rien moins que sa survie à long terme". »

LA TRIBUNE



La Découverte

www.editionsladecouverte.fr

ISBN 978-2-7071-5286-2



9 782707 152862

10 €

Nicolas Beau
Catherine Graciet
Quand le Maroc
sera islamiste

Édition actualisée



La Découverte / Poche

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Les auteurs tiennent à remercier Marie Goupy pour ses précieuses recherches documentaires.

*À tous nos amis marocains.
Et à nos amis du Journal-Hebdo à Casablanca
ainsi qu'à ceux du site bakchich.info à Paris,
qui se battent pour une information libre
sur le Maroc.*

La précédente édition de cet ouvrage a été publiée en 2006 aux Éditions La Découverte dans la collection « Cahiers libres ».

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site www.editionsladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-5286-2

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2006, 2007.

Introduction

Mamounia blues

« Je ne comprends pas cette malédiction qui nous poursuit. Je suis triste pour mon pays. Il est riche et ses habitants sont pauvres. Regarde dans quel état l'ont laissé des décennies de mauvaise gestion. Par quel miracle tient-il encore debout après toutes ces années de gabegie ? Les gens honnêtes sont systématiquement écartés, s'ils ne sont pas purement et simplement écrasés. »

Lamrini RIDA, *Les Puissants de Casablanca*,
Marsam, Rabat, 1999.

Le 23 juillet 1999, le roi Hassan II disparaît après trente-huit années d'un long règne. Son fils aîné, Mohammed VI, lui succède sur le trône. Au Maroc et en France, beaucoup veulent croire à l'avènement d'un régime rajeuni, purifié. Plus encore que sous Hassan II, le Maroc serait devenu un rempart contre les forces de l'islamisme, perçu comme une grave menace, dont la répression a ensanglanté l'Algérie toute proche. Au sein d'un monde

arabe et musulman en quête de nouveaux équilibres, le royaume chérifien est considéré comme le laboratoire de la modernité.

Et Dieu sait si, en France, des petits télégraphistes entretiennent le mirage marocain. De Dominique Strauss-Kahn, prodiguant ses conseils à l'entourage royal, jusqu'à Bernard-Henri Lévy, recevant en voisin à Marrakech Sa Majesté Mohammed VI. Mais les Français heureux propriétaires de riads luxueux à Marrakech ne sont pas les seuls amis du Palais. Aux États-Unis, les principaux *think tanks*, notamment ceux qui sont proches de l'administration républicaine, veulent croire au rôle moteur du Maroc en matière d'avancées démocratiques. Que de bonnes fées, que de célébrations, que d'encouragements pour ce royaume enchanté où progresseraient dans un même élan le statut de la femme, le pluralisme démocratique et l'économie de marché...

Lettres de sang

Hélas, le Maroc nouveau ne va guère ressembler au pays idéal qu'on nous a décrit. Le 16 mai 2003, une opération terroriste de grande envergure frappe Casablanca. Bilan, quarante-cinq morts et plus d'une centaine de blessés. Le Maroc ne constitue plus l'exception arabe, le royaume fait partie des pays otages du terrorisme. Et au premier rang d'entre eux.

Moins d'un an après les attentats de Casablanca, un autre carnage atteint, le 11 mars 2004 à Madrid, des trains de voyageurs. Le bilan est encore plus lourd : cent quatre-vingt-onze morts et mille quatre cents blessés. Là encore,

les vingt-neuf auteurs des attentats sont pour la plupart marocains, souvent originaires de la région de Tanger.

Sous le règne d'Hassan II, le Maroc passait pour un havre de paix et de tranquillité. Le rêve de Sa Majesté avait pris corps. L'Algérie s'effondrant sous la double pression des groupes islamistes radicaux et des forces de sécurité, le royaume chérifien devenait l'interlocuteur privilégié des Occidentaux. Ce monarque éclairé ne recevait-il pas le pape Jean-Paul II ? Ne s'entourait-il pas de conseillers juifs, artisans du dialogue entre Israéliens et Palestiniens ? La monarchie marocaine était un roc, l'ultime bastion contre les menaces fondamentalistes. À la fois fascinant et ambigu, ce souverain des Mille et Une Nuits flattait le sentiment monarchique des Français. Exotique, magique, millénaire, le Maroc faisait recette. Reçus fastueusement dans le superbe palace de la Mamounia à Marrakech – où le ministre français des Affaires étrangères passait encore ses vacances de Noël 2005, tous frais payés, comme l'avait révélé *Le Canard enchaîné* –, les Occidentaux jugeaient le Maroc performant, notamment sur trois fronts : l'éradication progressive de la drogue, la lutte contre l'immigration clandestine et la guerre contre les réseaux intégristes violents.

Or, aujourd'hui, les nombreux experts que nous avons consultés des deux côtés de la Méditerranée ont totalement réévalué leurs positions par rapport aux capacités de défense du royaume. Force est de constater que l'allié marocain a pris du plomb dans l'aile. Le Maroc est devenu le premier producteur mondial de haschich. D'après l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, 4 500 tonnes de shit arrivent chaque année du Maroc en France, et tout le monde à Tanger et à Rabat semble s'en accommoder. Les premiers bénéficiaires de ce trafic ne

sont-ils pas les piliers des classes dirigeantes marocaines, comme nous le démontrerons dans ce livre ?

Autre faiblesse, du point de vue des instances dirigeantes européennes, le royaume est devenu le passage préféré, *via* les côtes espagnoles, des clandestins venus d'Afrique qui se pressent derrière les barbelés meurtriers des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. À Paris, la coopération avec les autorités marocaines est jugée particulièrement déficiente en matière d'expulsion de sans-papiers. Le Quai d'Orsay s'en est encore plaint à Rabat, à la mi-2006 : les autorités consulaires marocaines ne délivrent que 30 % des demandes françaises de laissez-passer de reconduites à la frontière, contre 45 % pour l'ensemble des pays concernés, et jusqu'à 70 % pour les Algériens.

Mais, surtout, les plus lucides des dirigeants occidentaux ont compris – même s'ils se gardent bien de l'avouer publiquement – que le paysage social et politique du pays de Mohammed VI a connu depuis les années 1990 une mutation profonde, et qu'il pourrait bien « basculer » : à leurs yeux, face à l'islamisme, le Maroc se retrouve dans la situation qui était celle de l'Algérie à la veille des élections de 1991, lorsque le Front islamique du salut (FIS) représentait une majorité de la population algérienne. Si le panorama est en vérité plus complexe, il est indiscutable qu'une impressionnante fièvre religieuse a gagné le Maroc, et cela sous trois formes bien distinctes.

Première illustration, un parti islamiste toléré et même instrumentalisé par le pouvoir, le Parti de la justice et du développement (PJD), pourrait bien rafler la mise lors des élections législatives qui devraient avoir lieu en 2007 – si celles-ci sont transparentes et démocratiques. Deuxième pôle, beaucoup plus radical et hostile à la monarchie, celui de la mouvance fondamentaliste de « Justice et

Bienfaisance¹ », mobilisant des dizaines de milliers de militants convaincus, qui ont investi le champ social et associatif. Là où l'État a massivement déserté. Troisième composante enfin de cette propagation de l'islam, beaucoup plus minoritaire mais bien plus dangereuse, celle des courants radicaux qui commencent à infiltrer la société, au point que le Maroc semble être devenu le premier exportateur d'apprentis terroristes en Europe et dans le Sahel.

Un des patrons de l'antiterrorisme en France, resté un des experts en la matière auprès de la Direction générale de la police nationale (DGPN), nous expliquait encore en octobre 2006 : « En matière d'intégrisme, la Tunisie a tout verrouillé et nous ne craignons rien. L'Algérie a réussi à crever l'abcès au prix d'énormes souffrances et de 150 000 morts. Le problème est derrière. En revanche, le Maroc est la région qui est, de loin, la plus inquiétante. Je ne comprends pas tous ces Français qui vont acheter un riad à Marrakech, moi, je ne le ferais pas. Souvent, ceux-là expliquent : mais les Marocains sont si gentils ! C'est vrai, ils sont gentils, mais la situation est dangereuse². » Et le même grand flic d'ajouter : « Le Maroc, c'est la Russie en 1916. »

1 « Justice et Bienfaisance » est la traduction de l'arabe *Al-'adl wal-Ihsân*. En français, ce mouvement est habituellement désigné par ce nom. Toutefois, depuis le début de 2006, ses dirigeants préfèrent qu'on les appelle « Justice et Spiritualité », car, estiment-ils, cela reflète mieux leur programme. Nous nous en tiendrons dans ce livre à l'appellation française utilisée de longue date par tous les spécialistes du Maroc.

2 Entretien avec l'un des auteurs, 18 octobre 2006.

Coup de tonnerre

Fin juillet 2006, les services marocains affirmaient qu'ils avaient découvert de nouvelles cellules terroristes : cinquante-deux personnes étaient arrêtées, dont une petite dizaine de militaires et de policiers. Deux épouses de pilotes de Royal Air Maroc étaient également interpellées. Les autorités de Rabat prétendaient même que des attentats ciblés étaient prévus contre des personnalités du régime, officiellement des ministres.

Du coup, les services de renseignement de l'armée ont été entièrement réorganisés et leur patron, le général Mohamed Belbachir, brutalement écarté. Le 14 septembre, le système sécuritaire était lui aussi réorganisé avec, entre autres, la révocation du puissant général Hamidou Laâ-nigri, directeur général de la Sûreté nationale, relégué au poste infamant d'inspecteur général des forces auxiliaires, autrement dit la surveillance des cordons de sécurité... C'est dire à quel point le régime paraît fragilisé.

Même une partie de la presse française, qui regardait le Maroc avec les yeux de Chimène, commence à réaliser l'étendue des périls. Ainsi Raphaël Mergui écrit-il alors dans l'hebdomadaire *Marianne*³, qui ne passe pas pour très anti-marocain : « L'islamisme radical recrute désormais autant dans les quartiers huppés ou les casernes que dans les bidonvilles. Et c'est nouveau⁴. » C'est nouveau en tout cas pour les lecteurs de *Marianne*, dont le patron Jean-François Kahn passe volontiers ses réveillons avec DSK et BHL dans

3 Un des principaux actionnaires de *Marianne* fut longtemps Robert Asseraf, ancien directeur général de l'ONA, la holding qui regroupe les actifs de la famille royale.

4 *Marianne*, 9-15 septembre 2006.

les luxueux riads de Marrakech. Et le journaliste de conclure : « Les jihadistes sont en train de faire leur miel des frustrations et des rancunes de tous ceux qui ont perdu un peu de pouvoir et d'influence. Sans parler de ceux qui n'en ont jamais eu. »

Les élites marocaines ne peuvent plus s'exonérer à bon compte de ces menaces islamistes, en dénonçant un peu facilement la pieuvre d'Al-Qaida dont les racines plongeraient loin, très loin du Maroc, quelque part entre Djedda et Lahore. Le terrorisme est un acte dévoyé, monstrueux, absurde, mais il reflète d'abord le naufrage de la société qui l'a engendré. C'est la réponse irrationnelle à une situation irrationnelle de blocage et de désespoir. Le nihilisme qu'il traduit reflète le vide d'un pouvoir sans projet. Impunité, dénégation, double langage, servilité, verrouillage, enrichissement sans causes, autant de signes annonciateurs au Maroc d'un délitement général.

D'où la question qui a hanté les auteurs de ce livre : le *Titanic* marocain ne foncerait-il pas vers l'iceberg ? Pourquoi la moitié de la population vit-elle encore en dessous du seuil de pauvreté dans les gigantesques bidonvilles de la périphérie de Casablanca et des grandes villes marocaines ? « Si les langues se délient au Maroc, les ventres sont toujours creux. » Cet aimable jugement n'émane pas d'un ennemi du royaume, bien au contraire. Il figurait dans un numéro hors série que les journalistes de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, au mieux avec les autorités marocaines, ont fait paraître au printemps 2005.

Les notes et rapports confidentiels que les auteurs de ce livre se sont procurés montrent l'étendue du désastre économique. Ainsi, au printemps 2005, les experts du cabinet McKinsey engagés par le gouvernement marocain sont arrivés à la conclusion que le pays avait simplement raté le

coche de la mondialisation et ne présentait plus aucun avantage compétitif.

Face à la montée des périls, les élites marocaines ne veulent rien apprendre, rien oublier, et surtout pas abandonner leurs sinécures dorées. La bourgeoisie francophone de Casablanca se prélassa sur les terrasses fleuries du quartier résidentiel d'Anfa. Le gotha parisien se presse au festival de cinéma de Marrakech, avec en têtes d'affiche Djamel Debbouze et BHL. Le conseiller du roi, André Azoulay, qui incarna, à la fin du règne d'Hassan II, l'espoir d'un redressement du royaume, pérore en Espagne, à la Fondation des trois cultures, sur la Méditerranée éternelle. Et une classe dirigeante sans scrupules vit en apesanteur.

Le sursaut ? Il aurait pu venir de l'ouverture politique d'Hassan II, poursuivie par Mohammed VI, qui augurait, selon certains, une vie parlementaire pluraliste et créative. Or il n'en a rien été. Le jeu politique se réduit toujours au jeu des cooptations et des répartitions de sinécures entre les vieux partis (l'Istiqlal et l'USFP) et quelques nouveaux venus comme les islamistes bien élevés et reconnus du PJD. Sur fond d'indifférence de la population : les élections de 2002 ont montré que la moitié des Marocains au moins ne prennent pas le chemin des urnes et ne se reconnaissent pas dans ces jeux stériles.

Dans les coulisses du pouvoir, le frère cadet de Mohammed VI, Moulay Rachid, ne reste pas inactif, toujours en contact avec les fils de l'ancien ministre de l'Intérieur d'Hassan II, le redouté Driss Basri, aujourd'hui exilé en France. Faute de base sociale, faute d'équipe et faute de vision, le cousin du roi, le prince Moulay Hicham, qui s'était posé en recours dans le cadre d'une évolution démocratique du régime, se fait quant à lui discret depuis 2005, partageant sa vie entre le Golfe et les États-Unis.

Une vaste névrose d'échec

La science politique devrait s'intéresser à la névrose d'échec qui a saisi tout un pays. Pourquoi tous ces blocages ? À quoi riment ces silences sur autant de désastres annoncés ? Comment le Maroc boude-t-il ses potentialités ? Dès son avènement, Mohammed VI fut crédité des meilleures intentions du monde. Huit ans plus tard, la machine tarde encore à embrayer. Et le roi est apparu comme un velléitaire, qui conservait certains travers de son père, sans avoir hérité son sens de l'histoire. Car, au-delà de sa cruauté, Hassan II était bien ce « guetteur d'ombre, qui discerne les premières lueurs de l'aube, tragiques ou apaisées » que Michel Jobert, l'ancien ministre de Pompidou puis de Mitterrand, avait dépeint.

Avec ce mélange d'irrationalité et d'inversion des valeurs, de perte des repères et de vide des idées, le régime marocain est devenu une sorte de pouvoir mou, qui n'en finit pas d'accumuler des victoires à la Pyrrhus. La vérité, la voici : depuis le début des années 2000, la marmite marocaine a commencé à bouillir. Et à grosses bulles.

C'est de ces dangers que nous avons voulu rendre compte dans ce livre. Nous tenterons d'abord de décrire la réalité de l'islamisme au Maroc, en distinguant clairement les formes contrastées que prend cette fièvre tant religieuse que politique. Car, en Europe, on pratique un peu vite l'amalgame entre les notables pieux, les islamistes non violents et les poseurs de bombes nourris à l'idéologie d'Al-Qaida. Leurs origines, leur ressort, une sorte de désespérance d'un peuple tout entier, sont les mêmes et leurs méthodes ont pourtant peu de points communs.

Ensuite, nous décrirons les origines des blocages économiques et sociaux que vit aujourd'hui le pays. Un peu

d'histoire économique permettra de retracer la généalogie de cette gangrène qu'est la corruption, alimentée, on le verra, par les pratiques de grandes entreprises occidentales, dont beaucoup sont françaises... Ce pays dispose d'atouts immenses, mais aucun développement durable ne peut prendre racine dans un terreau affairiste aussi généralisé que celui qui prospère sous le règne de Mohammed VI.

Enfin, avec la prudence qui s'impose, nous recenserons les facteurs susceptibles à terme d'ébranler la monarchie comme de fragiliser le pays, au premier rang desquels le péril terroriste et l'islamisme politique. Mais on pourrait tout aussi bien citer le désespoir social qui mine la population, ces officiers de l'armée qui piaffent de remettre le pays dans l'ordre monarchique ou encore les régionalismes qui s'exacerbent. Autant de forces hostiles et mutantes auxquelles l'institution monarchique est dorénavant confrontée, elle qui prétend avoir – enfin ! – pris conscience des périls. Le sursaut ne peut venir que d'en haut, au sein d'un royaume où les classes dirigeantes et leurs amis français paraissent englués dans une *dolce vita* aussi vaine que suicidaire.

Nota : par rapport à la première édition de ce livre, parue en décembre 2006, nous avons complètement repris et actualisé le dernier chapitre, désormais décliné en deux chapitres (chapitre 10 : « Entre terrorisme et élections » ; chapitre 11 : « Quel avenir pour le Maroc ? »).

Paris-Rabat, juillet 2007.

I

La déferlante islamiste

Les poseurs de bombe

Le 16 mai 2003, cinq attentats-suicides simultanés ensanglantent la première ville du Maroc, Casablanca, en autant de points symboliques : une place de la vieille médina, l'hôtel Farah, La Casa de España, le club de l'Alliance israélite et un restaurant. On relève quarante-cinq morts (dont onze des quinze kamikazes) et des dizaines de blessés. Quelques semaines auparavant, des groupuscules avaient distribué dans les mosquées de la banlieue de Casablanca des tracts appelant à la mort des « mauvais » musulmans.

Les poseurs de bombe vivaient tous dans le bidonville de Sidi-Moumen, qui s'étend sur une dizaine de kilomètres carrés autour de Casablanca. Membres d'un groupe baptisé « Le Droit Chemin », tous les kamikazes étaient originaires plus précisément d'un baraquement nommé « Thomas » : un peu de tôle en guise de toit, des égouts inexistantes, ni eau ni électricité, des fontaines sèches, des décharges à ciel ouvert et des eaux stagnantes. Des semblants d'habitations

que, dans les quartiers résidentiels, on ne désigne que sous le nom de « Tchétchénie ». Dans une étude passionnante, le chercheur marocain Abdellah Tourabi a bien décrit la préparation de ces attentats ¹.

Poudre, ferraille et clous

« Une brise printanière soufflait, ce vendredi 16 mai 2003, faisant légèrement claquer les drapeaux plantés au long des boulevards qui traversent la ville de Casablanca. Des portraits géants étaient adossés à la muraille de “Bab Marrakech” séparant l’ancienne médina du centre-ville, où poussent chaque année des tours vitrées, supplantant les vieux immeubles blanchâtres au style colonial, vestiges de la présence française au Maroc. La Ville blanche était richement parée ce jour-là, car elle fêtait comme tout le pays un événement particulier : la célébration de la naissance du prince héritier du royaume. À peine une semaine plus tôt, dans la nuit du 8 août, une salve de cent un coups de canon tirés du Palais royal de Rabat saluait la naissance de Moulay Hassan, fils de Mohammed VI et de Lalla Selma. Celui qui devait porter un jour le titre de Hassan III et devenir le seizième roi du Maroc, le symbole de la continuité de la dynastie aïaouite qui gouverne le pays depuis quatre siècles. [...] »

« Dans une maison située dans le quartier populaire d’Al-Massira, quinze jeunes hommes étaient réunis. Ils avaient passé toute la nuit du 15 mai à psalmodier des versets du Coran et à prier ensemble. Demain allait être un grand jour,

¹ Abdellah TOURABI, *Les Attentats du 16 mai 2003 au Maroc. Anatomie d’un suicide collectif*, mémoire de DEA, Institut d’études politiques, Paris, 2003.

et il fallait implorer l’aide de Dieu et sa bénédiction. Le propriétaire de la maison s’est chargé d’apporter des repas composés de dattes et de lait pour certains d’entre eux, car les autres ont préféré jeûner ce jour-là. [...] Après la prière du *Maghreb* (coucher du soleil), le téléphone de l’un d’eux sonna, il apprenait par le “frère” chargé du repérage des lieux ciblés que tout était parfait et que l’opération pouvait commencer. Le groupe regardait alors un film décrivant les prouesses des moudjahiddine tchétchènes, *Jahim Al Rouss* (L’Enfer des Russes), l’un des films les plus prisés sur le marché de Derb Ghalef. Après avoir rasé leurs barbes et troqué leurs kamis et leurs djellabas pour des jeans, des pulls et des casquettes, les quinze bombes humaines ont reçu de nouvelles montres afin de régler et de synchroniser leur action et de ne laisser aucune marge à l’erreur... »

Suit une description précise des produits utilisés pour fabriquer ces bombes artisanales. « Chaque sac pesait entre deux et trois kilos et contenait une charge explosive que le kamikaze devait actionner au moment opportun. Ces bombes comprenaient un mélange d’engrais à base de nitrate de potassium, d’alcool, de poudre, de ferraille, de clous et de billes. Le sac renfermait également une bouteille remplie de liquide inflammable que son porteur devait faire sauter en cas de dysfonctionnement de la charge explosive. »

« Les kamikazes répartis en cinq cellules recevaient les dernières instructions. Chaque cellule conduite par un émir devait se diriger vers sa cible désignée. [...] “Rendez-vous au paradis” fut la dernière phrase proférée par les kamikazes, avant qu’ils ne se séparent en s’embrassant et en se donnant l’accolade, convaincus de la légitimité de leur dessein et de la rétribution divine qu’ils allaient recevoir de leur acte.

« En moins d’un quart d’heure et avec une synchronisation remarquable, douze déflagrations ont retenti dans

cette paisible nuit printanière. Quelques minutes et parfois quelques secondes séparaient le déclenchement des charges explosives dans cinq lieux différents. » La surprise est totale.

Les conditions de vie qui règnent dans les bidonvilles marocains ont fabriqué des monstres. « L'explication de l'implantation de ces groupes dans les quartiers populaires, note Abdellah Tourabi, réside dans la nature de ces lieux et les rapports qu'entretiennent leurs habitants avec l'État. Ce dernier est complètement absent des quartiers. Il suffit de visiter un ou deux de ces bidonvilles pour s'apercevoir de la démission de l'État dans ces lieux. L'infrastructure élémentaire en matière d'électricité, d'eau potable, de voirie, de services sociaux est inexistante. Les habitants de ces bidonvilles doivent déployer une panoplie de ruses et de subterfuges pour subtiliser de l'électricité à partir des câbles servant à alimenter les résidences et les immeubles avoisinants. Toutefois, c'est l'absence de l'État en tant que police et garant de l'ordre et de la sécurité qui peut expliquer la prolifération de ces groupes dans les bidonvilles et les choix de leurs dirigeants de s'installer là-bas. »

Officiellement, les autorités marocaines vont immédiatement réagir en pointant l'intervention extérieure de cette pieuvre que serait devenue Al-Qaida. En affirmant tranquillement que le 16 mai 2003 était l'œuvre conjointe des plus puissants chefs terroristes de la planète, celui qui était alors le patron de la DST marocaine, le général Hamidou Laânigri, montre bien le système de défense de l'appareil sécuritaire marocain : l'ennemi, c'est Ben Laden, c'est l'étranger. Et tant pis si Laânigri et ses collègues sécuritaires n'apportent pas de preuves à l'appui de leur démonstration. Face à des journalistes de l'hebdomadaire marocain *Tel Quel* qui l'interrogent alors sur les preuves du complot, il répond

cyniquement : « Je dis ce que je veux et vous n'y pouvez rien. J'ai une carte blanche et je m'en sers... »

Mission à Tripoli

En fait, les services marocains sont totalement dépassés par l'irruption de la violence terroriste, à commencer par le général Laânigri, qui va perdre son poste à la tête de la DST en raison de son incapacité à prévoir puis à comprendre l'événement. « La morphologie des bidonvilles, avec des ruelles entrelacées formant parfois d'innombrables dédales qui se relaient entre les différents blocs qui constituent le bidonville, explique Abdellah Tourabi, est à elle seule une raison dissuasive à l'intervention de la police dans ces lieux. Beaucoup de criminels recherchés par la justice trouvent refuge dans des bidonvilles dans une quiétude inébranlable². » Autrement dit, « les forces de l'ordre au Maroc n'ont plus la réputation d'efficacité, accompagnée d'une infinie cruauté, qu'elles avaient du temps d'Hassan II ».

Traditionnellement, les généraux algériens endossaient aux yeux des Occidentaux les habits du mauvais élève de la classe maghrébine en matière de lutte contre le terrorisme. Dans les années 1990, l'Algérie est en effet plongée dans une effroyable guerre civile, faisant au moins 150 000 morts et des milliers de disparus. En 1995, des attentats sanglants sont commis en France par des groupuscules algériens. Avec leurs moyens expéditifs et le bain de sang que l'on sait, les généraux algériens sont parvenus à « éradiquer » toute opposition islamiste. Tel n'est pas le cas du Maroc, qui est

2 *Ibid.*

désormais en première ligne face aux franges terroristes des « barbus ».

Le royaume d'Hassan II et de Mohammed VI est passé, un peu vite, pour un rempart contre les excroissances violentes de l'islam politique. Les attentats de Casablanca font prendre conscience de la réalité du danger ; la lutte contre les islamistes va s'intensifier au Maroc. À la suite des attentats, une vague d'arrestations et d'interpellations a lieu. Plus de sept cents prévenus sont présentés devant les tribunaux de Casablanca, Rabat, Fès et Tanger. Ce nombre considérable dément les déclarations officielles sur la nature ultraminoritaire des groupes radicaux au Maroc³.

Les services marocains peinent à retracer les filières qui ont rendu possibles ces attentats. Une note des services secrets français, datée de mai 2003 et remise au ministère de la Défense, que nous nous sommes procurée, rend compte d'une conversation approfondie qu'une de leurs sources au Palais a pu avoir à l'époque avec Nouredine Benbrahim, alors numéro deux de la DST marocaine⁴.

Selon cette note, le lendemain des attentats, cet officier est dépêché en Libye, où ont séjourné trois des membres du groupe terroriste pour y recevoir une formation religieuse dirigée par Abdelkrim Mouti, chef d'un mouvement extrémiste réputé lié à Al-Qaida. Ce dernier est bien connu des services marocains : dans les années 1970, cet enseignant, inspiré par le penseur djihadiste égyptien Sayyid Qutb, a

3 Les jugements définitifs sont très lourds : quatre condamnations à mort, trente-neuf condamnations à perpétuité, quinze condamnations à trente ans de prison.

4 En octobre 2006, Nouredine Benbrahim était toujours à la tête de la Direction des affaires générales (DAG), dépendant du ministère de l'Intérieur et chargée de traiter les informations remontant du circuit des wallis, gouverneurs, caïds...

créé le mouvement de la jeunesse islamiste. Les militants qui le suivent sont actifs et violents contre les étudiants progressistes qui, à l'époque, ont le vent en poupe. En 1975, son organisation est responsable de l'assassinat d'Omar Benjelloun, l'un des responsables du parti socialiste marocain, l'USFP. Condamné à mort en 1980, Mouti s'enfuit du Maroc et se réfugie en Arabie saoudite, puis en Libye (voir *infra*, chapitre 3).

Le numéro deux de la DST marocaine obtient l'autorisation d'interroger Mouti, en présence du fils Kadhafi. En rentrant de Libye, Nouredine Benbrahim s'est fait sa religion : les attentats de Casablanca sont le résultat direct d'une manipulation des amis de Ben Laden. « Le Libyen Mouti a été explicite sur le fait que c'est Al-Qaida qui tire les ficelles, explique-t-il à l'époque à ses interlocuteurs français, et ces imbéciles de gamins qui se sont appelés "Al-Sirat al-Mostakim" ne sont que le bois de feu utilisé pour passer le message. »

Plus tard, les services marocains affirmeront avoir découvert de nombreuses passerelles, encore qu'assez ténues, entre les poseurs de bombe et Al-Qaida. Le fournisseur du cédérom qui a permis aux terroristes de confectonner les explosifs artisanaux serait bien connu dans la mouvance intégriste en Europe : Andrew Rowe, ancien de Bosnie, sera arrêté en octobre 2003 par les services britanniques. Un Franco-Marocain du nom de Karim Mejjati, abattu en Arabie saoudite en avril 2005 par les services saoudiens pour ses liens supposés avec Ben Laden, aurait joué également un rôle dans la préparation de ces attentats⁵.

5 Officiellement, aucun étranger n'apparaît parmi les auteurs des attentats. En fait, la liste comptera un Émirati et un Saoudien, mais le Maroc préfé-

désormais en première ligne face aux franges terroristes des « barbus ».

Le royaume d'Hassan II et de Mohammed VI est passé, un peu vite, pour un rempart contre les excroissances violentes de l'islam politique. Les attentats de Casablanca font prendre conscience de la réalité du danger ; la lutte contre les islamistes va s'intensifier au Maroc. À la suite des attentats, une vague d'arrestations et d'interpellations a lieu. Plus de sept cents prévenus sont présentés devant les tribunaux de Casablanca, Rabat, Fès et Tanger. Ce nombre considérable dément les déclarations officielles sur la nature ultraminoritaire des groupes radicaux au Maroc³.

Les services marocains peinent à retracer les filières qui ont rendu possibles ces attentats. Une note des services secrets français, datée de mai 2003 et remise au ministère de la Défense, que nous nous sommes procurée, rend compte d'une conversation approfondie qu'une de leurs sources au Palais a pu avoir à l'époque avec Noureddine Benbrahim, alors numéro deux de la DST marocaine⁴.

Selon cette note, le lendemain des attentats, cet officier est dépêché en Libye, où ont séjourné trois des membres du groupe terroriste pour y recevoir une formation religieuse dirigée par Abdelkrim Mouti, chef d'un mouvement extrémiste réputé lié à Al-Qaida. Ce dernier est bien connu des services marocains : dans les années 1970, cet enseignant, inspiré par le penseur djihadiste égyptien Sayyid Qutb, a

3 Les jugements définitifs sont très lourds : quatre condamnations à mort, trente-neuf condamnations à perpétuité, quinze condamnations à trente ans de prison.

4 En octobre 2006, Noureddine Benbrahim était toujours à la tête de la Direction des affaires générales (DAG), dépendant du ministère de l'Intérieur et chargée de traiter les informations remontant du circuit des walis, gouverneurs, caïds...

créé le mouvement de la jeunesse islamiste. Les militants qui le suivent sont actifs et violents contre les étudiants progressistes qui, à l'époque, ont le vent en poupe. En 1975, son organisation est responsable de l'assassinat d'Omar Benjelloun, l'un des responsables du parti socialiste marocain, l'USFP. Condamné à mort en 1980, Mouti s'enfuit du Maroc et se réfugie en Arabie saoudite, puis en Libye (voir *infra*, chapitre 3).

Le numéro deux de la DST marocaine obtient l'autorisation d'interroger Mouti, en présence du fils Kadhafi. En rentrant de Libye, Noureddine Benbrahim s'est fait sa religion : les attentats de Casablanca sont le résultat direct d'une manipulation des amis de Ben Laden. « Le Libyen Mouti a été explicite sur le fait que c'est Al-Qaida qui tire les ficelles, explique-t-il à l'époque à ses interlocuteurs français, et ces imbéciles de gamins qui se sont appelés "Al-Sirat al-Mostakim" ne sont que le bois de feu utilisé pour passer le message. »

Plus tard, les services marocains affirmeront avoir découvert de nombreuses passerelles, encore qu'assez ténues, entre les poseurs de bombe et Al-Qaida. Le fournisseur du cédérom qui a permis aux terroristes de confecturer les explosifs artisanaux serait bien connu dans la mouvance intégriste en Europe : Andrew Rowe, ancien de Bosnie, sera arrêté en octobre 2003 par les services britanniques. Un Franco-Marocain du nom de Karim Mejjati, abattu en Arabie saoudite en avril 2005 par les services saoudiens pour ses liens supposés avec Ben Laden, aurait joué également un rôle dans la préparation de ces attentats⁵.

5 Officiellement, aucun étranger n'apparaît parmi les auteurs des attentats. En fait, la liste comptera un Émirati et un Saoudien, mais le Maroc préfé-

« Guéguerre de clans »

Une certitude, la DST marocaine est, pour la première fois de son histoire, « ébranlée », comme l'explique Benbrahim dans la note des services français : « Le roi [...] ne veut pas que Laânigri [alors le patron de la DST] et les autres commettent encore des erreurs qui ont montré des failles dans la constellation sécuritaire marocaine. Le roi a savonné Laânigri, Benslimane (patron de la gendarmerie) et Benhachem, directeur de la Sûreté nationale, qui étaient tout le temps en "guéguerre de clans" au lieu de faire leur travail. »

Après les attentats de 2003, le Palais est donc persuadé que ses services ont été dépassés par les événements. Des messages clairs sur les risques d'attentats auraient été envoyés, qui n'ont visiblement pas été reçus. « Le roi, poursuit Benbrahim, était dans tous ses états, lorsqu'il a appris très en retard l'avertissement lancé par le juge antiterroriste français [Jean-Louis] Bruguière quelques jours [avant les attentats], lors d'un séminaire de la firme française militaire Thalès, que le Maroc pourrait connaître de grosses opérations. Il est, selon ce magistrat, le maillon faible du Maghreb. » Que le juge Bruguière, vice-président du tribunal de Paris et pape de l'antiterrorisme en France, juge aussi mal l'allié traditionnel marocain est un véritable coup de poignard pour la monarchie.

Qui sont ces poseurs de bombe ? De jeunes chômeurs désespérés qui ont décidé, plutôt que de traverser la Méditerranée sur de frêles esquifs, de retourner leur révolte contre les symboles du pouvoir ? Ou bien des groupes

djihadistes influencés par la propagande d'Al-Qaida et dont certains ont été formés en Bosnie et en Afghanistan ? La réponse à cette question complexe doit être nuancée. Il s'agit de se montrer un peu plus subtil que le général Laânigri et ses amis : les attentats de 2003 sont d'abord le résultat de décennies de misère qui ont plombé l'avenir d'une grande partie de la jeunesse marocaine. Mais ils sont aussi naturellement le fruit de la propagande que déverse, *via* des groupuscules installés notamment en Europe, la mouvance djihadiste de Ben Laden et de ses disciples.

Ancien numéro deux de la DST française et spécialiste de l'islamisme marocain au sein du groupe de renseignement économique Geos, le commissaire Louis Caprioli nous explique : « Les islamistes algériens avaient fait leurs preuves, en menant la guerre sainte dans leur pays ; leur existence est ancienne, puisque les premiers groupes violents sont directement issus des maquis de Moustapha Bouyali, qui sévissait dès les années 1987 et 1988. Les Tunisiens avaient obtenu un titre de gloire en abattant le commandant Massoud en 2001. Les Marocains étaient en retard, il leur faut désormais exister, faire leurs preuves. C'est ce qu'ils ont fait ces dernières années⁶. » Et d'ajouter : les éléments marocains peuvent être aujourd'hui considérés « comme les plus dangereux ».

Les services marocains n'ont en tout cas rien vu venir. À leur décharge, la frange violente de la mouvance islamiste a avancé masquée. La mèche a été longue à s'allumer.

rera ne pas les citer, de peur de déplaire à ses amis du Golfe. C'est du moins ce qu'affirme là encore Nouredine Benbrahim à son contact de la DGSE française.

6 Entretien avec l'un des auteurs, septembre 2006.

Un havre de paix

Les premiers attentats terroristes au Maroc datent du mois d'août 1994 : des installations touristiques sont alors visées à Marrakech. L'enquête hâtive entraîne de nombreuses arrestations de jeunes d'origine algérienne, au Maroc comme en France ; le réseau avait en effet des contacts avec les groupuscules algériens qui, dans ces années-là, menacent la France.

Dans les années qui suivent, le Maroc paraît vivre à l'abri de la menace terroriste. Au printemps 2002 seulement, les services marocains arrêtent plusieurs membres présumés d'Al-Qaida. Le groupe envisageait d'attaquer, à l'aide de Zodiac chargés d'explosifs, des bâtiments des flottes américaine et britannique croisant dans le détroit de Gibraltar. Parmi les comploteurs, quatre sont de nationalité saoudienne, dont le chef du commando, El Gareh. Lequel lance avant de quitter les locaux de la DST de Temara : « Personne, pas même le Maroc, n'échappera au *mektoub* [destin] d'Allah. » Là encore, ces menaces ne sont pas vraiment prises au sérieux.

Et c'est dommage. Les conclusions complètes de l'instruction du juge Najim Binsami, magistrat à la troisième chambre du tribunal de Casablanca, sont en effet fort instructives. Les trois Saoudiens reconnus coupables ont raconté par le menu leur passage au camp de Farouk, où les partisans de Ben Laden ont pris le soin de rassembler de jeunes Marocains. Ils rencontrent Oussama Ben Laden et plusieurs de ses adjoints, qui leur conseillent d'épouser de jeunes Marocaines, pour créer des tribus de résistants.

Durant l'été 2002, des policiers et des magistrats symboles de l'autorité publique ou encore des alcooliques notoires s'étaient fait agresser à l'arme blanche. Les

arrestations effectuées montrent qu'étaient visés les « mauvais musulmans », coupables de ne pas respecter les principes de la *charia*. L'émir du groupe est interpellé avec d'autres complices. Presque fortuitement, les flics marocains découvrent l'existence d'un groupe qui s'appelle « Salafia Jihadiya », le mouvement responsable des attentats qui vont ensanglanter Casablanca. Personne alors ne s'en inquiète vraiment.

Retour au pays

Le calme qui règne au Maroc jusqu'aux attentats de 2003 est naturellement trompeur. Ce qu'explique à sa façon le commissaire Caprioli : « De nombreux islamistes ont mené une activité réduite et clandestine au Maroc en développant, en façade, des formations religieuses dans les universités saoudiennes. »

Les liens entre le pouvoir marocain et le royaume wahhabite sont forts et anciens. C'est l'époque où le ministre des Habous et des Affaires islamiques, Abdelkébir Alaoui M'Daghri, ouvre la porte des mosquées à des religieux venus d'Arabie saoudite. Et des jeunes Marocains multiplient les séjours à Riyad ou Djedda. Fatale erreur ! « Certains de ces éléments, ajoute Caprioli, réapparaîtront ensuite comme prédicateurs radicaux ou comme participants à plusieurs structures clandestines de réseaux⁷. »

Apparu tardivement, le *djihad* dans sa version marocaine va s'épanouir rapidement. Un an après les attentats de Casablanca, on assiste, le 11 mars 2004, au carnage de Madrid. Les poseurs de bombe sont essentiellement

7 *Ibid.*

d'origine marocaine. Le prédicateur Mohamed Fizazi, qui forma certains des poseurs de bombe de Casablanca, dont les frères Benyaïch, aurait également assuré la formation du coordinateur des attentats de Madrid, Jamel Zougan⁸.

Deux semaines plus tard, des arrestations liées au groupe qui a sévi en Espagne ont lieu en Belgique : encore des jeunes d'origine marocaine. Et ce n'est pas fini. Le 5 avril 2004, le réseau de Mustapha Baouchi, animateur du Groupe islamique combattant marocain (GICM) en Europe, est interpellé. Le 2 novembre, le cinéaste Théo Van Gogh est égorgé en pleine rue par le Néerlandais d'origine marocaine Mohamed Bouyeri, lié à Amsterdam au groupe d'extrémistes « Hofstad », venus du Maroc. La cellule est démantelée peu de temps après.

L'année 2005 voit les liens se renforcer entre les extrémistes marocains et algériens. En juin, l'arrestation du Marocain Hamid Bach à Montpellier a permis de mettre à jour l'envoi de « volontaires » vers l'Irak et des projets terroristes en Europe. Les connexions sont établies avec les Algériens du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dont la menace s'étend notamment dans les pays du Sahel, en Mauritanie, au Mali ou encore au Niger – un groupe au demeurant étrange, dont beaucoup de spécialistes estiment qu'il est largement manipulé par le DRS, les services secrets algériens⁹. Toutes sortes de trafics

se développent au profit des groupes terroristes : armes, cigarettes, véhicules...

Toujours en juin 2005, cinq cents policiers espagnols lancent un vaste coup de filet à Barcelone et Valence. Sur seize intégristes arrêtés, quatorze sont marocains.

Enfin, des arrestations spectaculaires sont effectuées durant l'été 2006, dont celles de cinq militaires aptes à manier des explosifs. Curieusement baptisé « Jamaât Ansar El-Mahdi » (Groupe de soutien du *mahdi*¹⁰), ce réseau, jusqu'alors inconnu et qui opérait à partir de Casablanca et Salé, près de Rabat, se préparait, selon la version officielle, à déclarer la « guerre sainte » dans le nord et l'est du pays, dans les régions de Nador et de Ouezzane. La cellule ambitionnait de diffuser une bande vidéo, sur toutes les chaînes du satellite, proclamant l'État islamique. Ce qu'on a moins su, c'est que des attentats ciblés de hautes personnalités marocaines auraient été prévus. À la suite de ces arrestations, on l'a vu, plusieurs gradés en charge de la lutte anti-terroriste ont été limogés.

Sous Hassan II, le Maroc était censé posséder un des meilleurs systèmes de sécurité au monde, au prix des pires méthodes. Or les attentats de Casablanca et de Madrid ont montré que ses responsables auraient un peu perdu la main : un symptôme évident de l'incapacité du pouvoir à remplacer un système de sécurité façonné par des décennies de dictature par un autre correspondant aux normes démocratiques.

Au début du règne de Mohammed VI, le Palais a en effet justement décidé de desserrer l'étreinte sécuritaire imposée

8 Sur les réseaux djihadistes, voir l'excellent ouvrage de Guillaume Dasquif, *Al-Qaida vaincra*, Privé, Paris, 2005.

9 Voir notamment : Jeremy KEENAN, « Waging war on terror : the implications of America's "new imperialism" for Saharan peoples », *The Journal of North African Studies*, vol. 10, n° 3-4, sept.-déc. 2005 ; Omar BENDERRA, François GÈZE, Salima MELLAH, « L'ennemi algérien » de la France : le GSPC ou les services secrets des généraux ? », *Algeria Watch*, 23 juillet 2005, <www.algeria-watch.org/fr/article/tribune/ennemi_algerien.htm>.

10 Le *mahdi* est le « messie » attendu par les musulmans chiites, alors que ce groupe est supposé s'inscrire dans la mouvance salafiste du sunnisme, réputée très hostile au chiisme.

par le fidèle second d'Hassan II, le ministre de l'Intérieur Driss Basri. Les *moqaddem*, ces agents subalternes qui surveillent les quartiers et distribuent les papiers, ont vu leur rôle amoindri ; les mauvais traitements et les tortures sont devenus moins systématiques. Sans que pour autant les municipalités, vidées de toute substance par Hassan II et Basri, puissent prendre le relais. Face aux périls, l'État marocain a déserté.

Inquiétudes occidentales

Autant de « dérives » qui inquiètent les grands services de renseignement occidentaux, les *think tanks* américains et français ainsi que les groupes privés occidentaux installés au Maroc.

Les inquiétudes des services français ne datent pas d'aujourd'hui. Dès le 4 février 1991, la DGSE rédige une note intitulée *Le Maroc dans la tourmente*. La guerre du Golfe vient d'être déclarée, Hassan II est encore au pouvoir et le danger islamiste est encore assez largement virtuel. Mais déjà la tentation existe à Rabat d'attribuer à des agents étrangers le malaise que connaît le pays (marqué en décembre 1990 par les « émeutes de la misère », violemment réprimées, à Fès, Tanger et Kénitra) ; déjà les services français pointent les dérives du système chérifien ; déjà le danger de la violence islamiste perce discrètement à l'horizon.

« Le monarque, expliquent les hommes de la DGSE, ne s'est pas trompé sur ce signal [les émeutes de décembre]. Il est apparu à la télévision désesparé, suppliant, faisant pour la première fois des fautes grossières dans son discours en arabe, perdant manifestement pied. Derrière les slogans

anti-occidentaux et nationalistes arabes, c'est d'abord le système de pouvoir autocratique et de ses options depuis vingt-cinq ans qui est critiqué. »

Dès cette époque, le système monarchique était à court de projet. Le parallèle est saisissant entre l'analyse de 1991 et le malaise palpable quinze ans plus tard : « Le Palais n'arrive pas à trouver de solution à cette situation. Il use, sans conviction, d'artifices usés. L'appel au nationalisme marocain à travers la question du Sahara, qui a servi efficacement de remède universel pendant dix ans, ne fait plus recette. L'usage de la répression policière – on incarcère environ trois cents personnes pour des motifs politiques – n'impressionne plus, comme si chacun savait que les jours du régime sont comptés. » Et les observateurs français de noter les « impressionnantes premières apparitions » du mouvement islamiste marocain. Lequel, ajoutent ces experts, « reste faible, inorganisé, divisé ». « Il n'a encore, écrit la DGSE, secrété aucun leadership capable de fédérer les insatisfactions de tous ordres et de structurer une force de relève. Il use, sans la maîtriser, de l'image de l'Intifada, dans sa lutte contre l'Occident et le pouvoir, et son action s'apparente plus à la jacquerie qu'à une proposition d'alternance. »

Autre trait frappant pointé par les militaires des renseignements français, essentiellement préoccupés par le maintien de l'ordre et du *statu quo* au Maroc, une partie des élites dans l'armée et la bourgeoisie est alors tentée par un durcissement du régime : « La bourgeoisie marocaine vient de prouver qu'elle n'attendra pas que le mouvement lui échappe au profit d'une revendication populaire puissante, mais encore invertébrée. La seule force structurée, omniprésente, forte au Maroc, reste l'armée. C'est manifestement vers elle que la bourgeoisie d'affaires, comme les

bazaris de Téhéran en 1978, va se tourner pour assurer la relève d'une monarchie déconsidérée, déstabilisée, qui par sa première reculade vient de prononcer sa propre condamnation. Le problème du Maroc est que la haute hiérarchie militaire, toujours suspecte d'intentions putschistes aux yeux du pouvoir, a systématiquement été privée de ses éléments les plus dynamiques, les plus imaginatifs et évidemment les plus critiques. Il demeure un corps d'officiers supérieurs et certains généraux corrompus, sans vitalité, sans personnalité marquante ou d'un poids suffisant pour s'imposer à une société bloquée dont tous les verrous, toutes les inhibitions disparaissent et dont les revendications d'identité et d'égalité éclatent de façon cataclysmique. »

Reste le péril, déjà pointé en 1991, d'une mouvance islamiste qui ne peut pas rester inerte. Une dizaine de lignes, soulignées, sont consacrées à cette hypothèse dans la note des services français : « C'est sans doute vers une alliance entre la revendication populaire et le corps des officiers subalternes et sous-officiers, longtemps frustrés, séduits par l'islamisme, que risque de s'articuler la relève du pouvoir au Maroc. L'inexpérience et la frénésie de ces forces trop longtemps contenues comportent les germes d'une imprévisible violence et peut-être de la rupture de l'unité du pays. Dans la tradition d'alternance au Maroc de l'ordre et de la confusion, une nouvelle ère de *siba* (insoumission) semble bien devoir succéder à trente années d'exercice incontesté du *Makhzen* (administration du Prince). »

Lorsque la misère côtoie l'opulence

Quinze ans plus tard, force est de constater que ce pronostic alarmiste, qui sous-estimait à l'évidence la puissance du Makhzen et de ses réseaux clientélistes, ne s'est pas concrétisé. Mais, s'il se trompait sur la temporalité, il n'en était pas moins prémonitoire, à en juger par les constats dressés dans les années 2000 par les diplomates et experts français.

C'est en 1997 que le groupe Suez-Lyonnaise des Eaux, grâce aux bonnes relations entre Jérôme Monod, son président d'alors, et le roi Hassan II, s'est vu confier la « gestion déléguée » de l'approvisionnement en eau potable d'un tiers des besoins de l'agglomération de Casablanca – contrat qui est, de l'avis général, plutôt une réussite¹¹. Autant dire que les cadres de Suez sont aux avant-postes pour juger de la situation sur le terrain. Ainsi, lors des attentats de 2003, une bombe faisait exploser, le vendredi en fin de journée, le restaurant « La Casa de España ». Quelques heures auparavant, une dizaine de cadres de Suez déjeunaient dans cet établissement situé à quelques dizaines de mètres de leurs bureaux du Centre Hassan II. Le risque du terrorisme islamiste au Maroc est certainement plus une réalité pour ces expatriés que pour les propriétaires d'un riad à Marrakech.

Ainsi, au plus haut niveau du groupe, on se montre extrêmement inquiet sur la situation des quartiers les plus défavorisés de Casablanca : « On voit la misère la plus

11 Depuis, le groupe Suez s'est vu confier un tiers du ramassage des déchets de la ville et il était question en 2006 de lui confier l'électricité.

extrême et trois cents mètres plus loin l'opulence. Le Maroc est une vraie bulle qui peut exploser à tout moment ¹². »

Au cours de l'été 2005, des émeutes avaient éclaté lors d'un match de foot à Casablanca. La presse avait consacré à peine une brève à cette manifestation ordinaire d'hoooliganisme. En revanche, le rapport rédigé par l'homme de confiance du groupe Suez sur place, un ancien capitaine de frégate, était beaucoup plus alarmiste. Dans une note interne et confidentielle de juillet 2005, il décrivait très lucidement la situation : « L'accumulation des déficits sociaux constitue toutefois la raison majeure de ces modes de contestation. Ces contestations se produisent aussi à un moment où l'étoile de la monarchie a pâli auprès des principaux alliés du régime. »

Le 15 février 2006, l'ancien patron de l'Institut du monde arabe, le diplomate Denis Bauchard, conseiller de l'IFRI (Institut français des relations internationales), rédigeait pour un *think tank* américain une note confidentielle intitulée *Maroc, bilan et perspectives*. « Le risque terroriste demeure, écrivait ce diplomate. Les attentats de 2003 ont profondément surpris et affecté la population comme le pouvoir. Le langage officiel est que ce terrorisme a été largement importé, que les auteurs venaient de France ou d'Égypte et que l'opinion rejette complètement de tels actes. [...] 44 % des jeunes entre seize et vingt-neuf ans estimerait qu'Al-Qaida n'est pas une organisation

terroriste. » Et d'ajouter : « Il est difficile d'apprécier ce risque, même si tous les ingrédients habituels et communs au monde arabe sont présents : grande pauvreté, sentiment de frustration et d'humiliation face aux pays occidentaux dont on dénonce le complot. [...] Il est à craindre que des actions terroristes graves puissent, sinon remettre en cause le processus de réforme en cours, tout au moins le perturber, du moins dans ses aspects politiques. »

L'excellent Denis Bauchard se livrait ensuite à une analyse fort sévère de la personnalité de Mohammed VI : « Quel est exactement l'objectif du pouvoir, du roi personnellement et du "néo-Makhzen" qui regroupe les jeunes technocrates proches du roi ? La démocratie telle qu'elle est conçue par le Palais va-t-elle jusqu'à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle ? On peut en douter. Le pouvoir semble soumis à des tensions contradictoires sans qu'apparaisse véritablement un homme fort à l'autorité incontestée. Il est clair que Mohammed VI n'a pas l'autorité de son père et que l'on peut percevoir un certain flottement au sein du premier cercle du pouvoir. [...] Au Maroc comme dans la plupart des pays arabes, le fait que la promotion de la démocratie puisse déboucher sur une victoire des mouvements religieux, pouvant dériver sur un ordre islamiste, est l'objet d'un débat, et ne peut qu'inquiéter une élite occidentalisée qui est sans doute en rupture avec les sentiments profonds de son opinion publique. »

Notre diplomate, grand ami de Jacques Chirac et peu soupçonnable d'*a priori* antimarocain, concluait ainsi sa note prospective : « Pour l'instant, la situation est sous contrôle du Palais. Mais pour combien de temps encore ? » Pour combien de temps en somme Mohammed VI et les siens seront-ils capables de contrôler la déferlante islamiste ? « Pour l'instant », le système sécuritaire marocain

12 C'est aussi, semble-t-il, l'analyse du gouvernement français, comme en atteste notamment la nomination, en 2004, du nouvel « attaché de défense » à l'ambassade de France au Maroc, le colonel Patrick Avril, un ancien du service Action de la DGSE qui a appartenu au cabinet réservé de Michèle Alliot-Marie au ministère de la Défense. Le genre d'homme habitué aux situations de crise. « On a préféré ce profil, nous a expliqué un diplomate, à un genre plus classique car, le jour où ça pétera au Maroc, il faudra un homme de ce genre. »

marque encore des points face à la mouvance djihadiste. Quelques dizaines de jeunes Marocains ont été formés en Afghanistan, mais ces groupes sont atomisés, sans commandement unique. Reste que le rideau de fumée séculaire masque l'islamisation galopante de la société marocaine qui, à terme, pourrait faire basculer le pays. La progression soutenue de Justice et Bienfaisance, un mouvement islamiste installé en profondeur, en est le témoignage le plus éclatant.

Et la surprise, la voilà : les militants d'Allah au Maroc sont aussi des militantes, voilées certes, mais la tête bien sur les épaules, le discours carré et l'ambition politique tranquillement assumée. À mille lieues de l'imagerie occidentale sur les barbus au Coran entre les dents...

2

Justice et Bienfaisance : à l'école de la pensée unique

Fort de plusieurs dizaines de milliers de militants dévoués et sans doute de centaines de milliers de sympathisants, Justice et Bienfaisance est indiscutablement le mouvement islamiste le plus puissant du Maroc au milieu des années 2000¹. Créée au début des années 1980, cette formation n'a pas le statut de parti politique, mais elle se comporte comme tel, toujours dirigée en 2006 d'une main de fer par son fondateur, un vieillard charismatique du nom d'Abdessalam Yassine.

¹ Justice et Bienfaisance a toujours refusé de communiquer le nombre exact de ses militants. Personne ne le connaît donc avec précision. Il était estimé à 42 000 en 1989 par la Direction de la surveillance du territoire (DST), selon laquelle cet effectif n'aurait cessé d'augmenter jusqu'aux attentats de Casablanca du 16 mai 2003. La fille du fondateur de Justice et Bienfaisance, Nadia Yassine, nous a indiqué une fourchette entre 100 000 et 200 000. En juillet 2006, le magazine marocain *Tel Quel* l'a évalué à près de 100 000 militants, citant une source policière. En avril 2006, un militant de Justice et Bienfaisance a confié à l'un des auteurs qu'ils étaient 150 000.

Celui-ci rêve d'instaurer un État islamique au Maroc et de jeter la monarchie aux orties. En 1974, il avait envoyé une longue épître à Hassan II, « L'Islam ou le Déluge », où il malmenait le monarque : « Tu fais croire à toi-même et à ceux qui s'aveuglent que tu es le souverain inébranlable, alors que tu n'es, par Allah, qu'un faible dont le sort est déjà décidé » ; « Deux signaux te sont venus de Dieu. Quand il t'a sauvé, tu as continué de désobéir, et tu as redoublé en despotisme » ; « Un roi apeuré, qui a perdu son équilibre, qui reçoit ma lettre au moment même où les gens la reçoivent. Un roi qui, malgré cela, reste attaché au trône de ses ancêtres, comme il l'appelle. [...] Le roi est sur un volcan prêt à faire éruption »².

*Nadia Yassine,
une islamiste « fréquentable »*

Sa fille Nadia, islamiste pure et dure mais aussi fort attentive aux droits des femmes, est également de la partie. Elle encadre les disciples féminines de son père (qui représenteraient la moitié des adhérents), sert d'interface avec l'Occident et n'a pas sa langue dans sa poche : « Donnez un jet-ski à Mohammed VI et qu'il s'en aille avec à l'autre bout du monde ! Nous ne reconnaissons pas la dimension "Commanderie des croyants" de la monarchie marocaine. Nous n'acceptons pas non plus que le roi concentre tous les pouvoirs entre ses mains. C'est notre droit de le dire et nous sommes prêts à en payer le prix fort »³.

2 Traduction de Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, La Découverte, Paris, 2005.

3 Entretien avec l'un des auteurs, 19 mai 2006.

Ainsi s'exprimait en 2006 cette femme de quarante-neuf ans à l'air juvénile, mère de quatre filles et grand-mère comblée, faisant aussi office de porte-parole du mouvement à l'étranger. « Sa mission consiste à le rendre présentable à l'extérieur, à le maquiller en montrant que les femmes y jouent un rôle », estime le sociologue Saïd Lakhali, qui suit Justice et Bienfaisance depuis le début des années 1990⁴. Le but ultime de ces islamistes est en effet l'avènement au Maroc d'un État coranique semblable au modèle du califat et fondé sur trois piliers : la justice économique et sociale, la spiritualité et la *choura* (concertation), qui garantit au peuple le choix de ses dirigeants.

En communicante avertie et pragmatique, Nadia Yassine fixe invariablement ses rendez-vous à la presse devant la sinistre prison de la ville de Salé, à côté de Rabat. Elle vit à quelques encablures de là, dans un modeste appartement qu'elle partage avec son mari, le militant islamiste Abdellah Chibani. C'est toujours sa femme de ménage qui vient récupérer les journalistes. *New York Times*, *Washington Post*, *El Pais*, *Le Monde*, *The Times*, *Der Spiegel*, BBC, RFI... Ces dernières années, l'employée de maison a vu passer du beau monde et semble rodée à l'exercice, en dépit des mouchards qui sillonnent en Mobylette ce quartier de la classe moyenne.

Élégamment vêtue d'une djellaba sombre, les cheveux toujours rangés sous un foulard, les yeux cernés de khôl et le teint net, la fille du cheikh Yassine reçoit ses invités dans un joli salon marocain, autour d'une tasse de thé à la menthe et de délicieuses pâtisseries. Passé les présentations, Nadia débite dans un français impeccable un discours soigneusement policé : non à la violence, non aux

4 Entretien avec l'un des auteurs, 24 juin 2006.

financements étrangers, non à la clandestinité, oui à la justice sociale, oui au retour à l'islam des origines, oui au rôle des femmes dans la société, non à toute participation aux élections tant qu'elles seront instrumentalisées, non à la Constitution qui accorde tous les pouvoirs au roi...

Mais chassez le naturel, il revient au galop ! L'humour et le goût prononcé de Nadia Yassine pour la provocation reprennent le dessus dès qu'il s'agit de vilipender le pouvoir et ses satellites. Elle en a même fait sa ligne de fabrique, voire son fonds de commerce auprès des journalistes à l'affût de citations chocs. Le Parti de la justice et du développement (PJD), le grand concurrent islamiste de Justice et Bienfaisance ? Un « paillason du pouvoir » depuis qu'il participe au jeu électoral, « qui ne devrait pas être un jeu ». Le Makhzen, à savoir l'establishment gravitant autour de Sa Majesté ? Au choix, un « laquais servant les grandes puissances » ou une « bestiole politique à géométrie variable » : « À chaque fois, le Makhzen prend une nouvelle couleur, c'est tout. C'est un caméléon politique. Or un caméléon restera caméléon. Il ne peut pas se métamorphoser en dinosaure... par exemple ⁵ ! » Elles sont loin, ces années 1990 où cette élève du prestigieux lycée français Descartes de Rabat et diplômée en sciences politiques de l'université de Fès téléphonait à son père, le cheikh Yassine, pour lui demander la permission d'être photographiée par des journalistes ⁶.

Bien que militante de longue date de Justice et Bienfaisance et connue sur la scène politique marocaine, on ne commence à réellement parler de Nadia Yassine à l'étranger

⁵ *Al Oubou'iya Al-Jadida*, 2-8 juin 2005.

⁶ Marvine HOWE, *Morocco. The Islamist Awakening and other Challenges*, Oxford University Press, New York, 2005.

qu'en 2003. Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Occident ne peut plus s'offrir le luxe d'ignorer les islamistes et cherche des « modérés » susceptibles de calmer les ardeurs terroristes des plus radicaux... Cette année-là, Nadia publie au Maroc et en France *Toutes voiles dehors*, un livre personnel où elle traite de sujets lui tenant à cœur, comme la place de la femme musulmane dans la modernité ⁷. Mais, surtout, elle récupère son passeport, jusque-là confisqué par les autorités marocaines. Et arpente les forums où l'Occident convie des islamistes jugés « fréquentables ». Hongrie, Espagne, Hollande, États-Unis, Grèce... En mai 2005, cette égérie islamiste est même invitée par la prestigieuse université américaine de Berkeley. Elle suscite souvent une curiosité bienveillante, autant par sa capacité à présenter Justice et Bienfaisance sous un jour avenant – le mouvement souhaite tout de même l'instauration d'un État islamique – que par son caractère bien trempé. À Beyrouth, en 2004, en pleine réunion de mouvements anti-guerre et antimondialisation, elle rabroue un membre du Hezbollah, un peu trop enclin à vanter le modèle de la « femme au foyer ».

Icône islamiste ou victime

Nadia Yassine n'accède toutefois à la renommée internationale qu'en juin 2005 et devient par la même occasion la bête noire du régime de Mohammed VI et du Makhzen. En cause ? Une interview accordée au journal marocain *Al-Osbou'iya Al-Jadida*, où elle clame sa préférence personnelle

⁷ Nadia YASSINE, *Toutes voiles dehors*, Le Fennec, Casablanca, 2003 (et Alter Éditions, Épinay-sur-Seine, 2003).

pour le modèle républicain. En clair dans le texte : « C'est un point de vue purement académique car, entre l'autocratie et la république, j'opte pour cette dernière. Je l'ai dit dans un cadre intellectuel et cela n'engage que moi. » Crime de lèse-monarchie au royaume des Alaouites ! Punition : un procès sans cesse reporté pour « atteinte aux institutions sacrées de la nation » et une campagne à charge de la presse aux ordres. Extrait signé Khalil Hachimi Idrissi, éditorialiste du quotidien *Aujourd'hui le Maroc* : « Elle est républicaine. Il est normal dans une famille où le père a des visions que la fille ait des gaz. » Élégant ! « Elle veut changer de régime comme on change de tchador un jour de chaleur quand on a du mal à tenir ses ablutions sous, justement, l'effet conjugué des chaleurs, des excréctions multiples et, surtout, diverses, et bien sûr, de la pression irrésistible des gaz intempestifs. » Élégant encore !

La fille du cheikh Yassine a du répondant. Quelques jours plus tard, elle publie une lettre ouverte à ses détracteurs, « démocrates pas vertueux », où elle se gausse de leur asservissement avec une véhémence rarement égalée au Maroc : « Le régime et l'unité nationale sont à ce point fragilisés à vos yeux de démocrates douteux et dubitatifs pour qu'on choisisse mon intervention dans un journal émergent afin de se faire des câlins patriotiques et s'autoflageller pour ce qu'on pourrait vous soupçonner de penser. À défaut de jouer le rôle que vous prétendez jouer, de membres de la société civile et de partisans convaincus, vous vous contentez de tirer sur tout ce qui bouge vraiment. [...] Quelle magnifique révélation que ce tsunami dans un verre d'eau que mon avis a déclenché ! Si je me suis "dévoilée", comme l'ont dit nos chers démocrates que l'on sait déjà éradicateurs, eux se sont complètement démasqués : c'est un match nul... lissime. »

Avec le recul, force est de constater que ses détracteurs auraient mieux fait de se taire... Alors que les communicants de Mohammed VI vantent les mérites d'un Maroc en transition démocratique, Nadia Yassine instrumentalise ses déboires judiciaires pour se forger une image d'icône islamiste victime de la liberté d'expression. Joignant le geste à la parole, elle se rend à son procès la bouche bâillonnée, l'index levé symbolisant l'unicité de Dieu et une pancarte au cou où est écrit en anglais : « *Don't touch the liberty of press and freedom* » (Ne touchez pas à la liberté de la presse et d'opinion). La photo fera le tour du monde.

Dans la foulée, Nadia Yassine lance son propre site web qu'elle alimente régulièrement en chroniques assassines. Sa cible de prédilection ? Le pouvoir marocain et le Makhzen. Son message ? Ils ne sont qu'imposture et incompétence. Sa communication ressemble à s'y méprendre à celle d'une femme politique en campagne : galerie de photos, extraits de discours, d'interviews accordées à la presse, vidéos de ses conférences, contributions extérieures... Ses écrits sont au vitriol, comme cette lettre ouverte à Hayat, une militante islamiste torturée par la Direction de la surveillance du territoire (DST) en juillet 2006, où elle affirme son féminisme : « Nous dérangeons les autocraties actuelles, héritières de celles qui nous ont enfermées dans les harems politiques. Tu les déranges, Hayat, vous les dérangez, mes sœurs, car une femme islamiste ne doit surtout pas parler ; elle doit juste être un épouvantail silencieux qui serve leurs discours modernistes et laïcisants. Tu ne dois pas bouger, tu ne dois pas donner de l'espoir à tes enfants, tu ne dois pas être positive et maîtresse de tes actes et de ton histoire. Tu es censée être abattue, silencieuse, mère de tes enfants et de toutes les inhibitions de la terre. Tu dois "faire la gueule", pas l'ouvrir ! Tu dois faire l'idiote, pas la militante. Tu dois

te soumettre à l'injustice, pas te soulever contre l'injustice. Tu dois faire les boutiques, pas la politique. »

Si ce tapage médiatique exaspère en haut lieu à Rabat, il irrite aussi certains responsables de Justice et Bienfaisance à qui Nadia fait de l'ombre. Selon certains observateurs avertis, ils l'accusent de s'abriter derrière son père pour tirer à elle la couverture médiatique. Le leader de Justice et Bienfaisance passe visiblement toutes ses incartades à sa fille chérie. En témoigne cette anecdote rapportée par l'islamologue Mohamed Darif : « Peu après sa prise de position en faveur d'une république, plusieurs responsables ont rendu visite à Abdessalam Yassine pour lui dire que Nadia avait dépassé les limites. Il s'est fâché et leur a lâché qu'ils n'arrivaient pas à la cheville de sa fille⁸. » Pour marquer le coup, le cheikh Yassine a même créé un poste sur mesure pour Nadia : celui de responsable du « Comité des visiteuses », une instance supervisant l'ensemble des activités spirituelles et politiques des femmes de Justice et Bienfaisance.

Féminine et féministe

Depuis des années et à l'ombre des caméras, la fille du cheikh travaille à concilier militantisme islamiste et féminisme à l'orientale. Après tout, son père ne répète-t-il pas à ses ouailles que « la *charia* a besoin d'un regard féminin » ? En 1998, lorsque Justice et Bienfaisance crée une branche politique appelée « Le Cercle politique⁹ », elle fonde avec

8 Entretien avec l'un des auteurs, 21 juin 2006.

9 Le Cercle politique a trois missions : servir de trait d'union entre le mouvement et les acteurs politiques du royaume, formaliser un projet de

son amie Saâdia Kassid (décédée depuis, en 2002, dans un accident de la route) la « section féminine » du mouvement. Rattachée au Cercle, celle-ci est dirigée en 2006 par une Casablancaise de trente-six ans, Mérieme Yafout, doctorante en sciences politiques et professeur de français dans le privé. « Jusqu'à la fin des années 1990, on ne pensait qu'à bien pratiquer la religion, se souvient-elle, un brin nostalgique. Puis Abdessalam Yassine nous a dit qu'il fallait s'intéresser à la politique. D'où la création de la section, même si au départ l'idée était juste de créer un espace de dialogue avec les sympathisantes du mouvement. On est parti de zéro, on ne connaissait rien au fonctionnement de ce type de structure et on a beaucoup tâtonné¹⁰. »

Dès 2000, la section connaît son heure de gloire et voit ses dirigeantes propulsées sur le devant de la scène médiatique. La guerre entre partisans et adversaires du projet du gouvernement de réforme de la *Moudawana*, le Code de la famille marocain, fait alors rage. Fin tacticien, le cheikh Yassine envoie la section féminine au front : qui mieux que ses militantes pourrait défendre ses positions ultraconservatrices ? Ces dernières multiplient les interventions dans la presse et, surtout, participent à une marche géante des opposants au plan gouvernemental d'« intégration de la femme dans le développement du Maroc », à Casablanca, le 12 mars. Plus 300 000 personnes, dont une majorité d'islamistes de Justice et Bienfaisance, sont au rendez-vous.

société et définir un programme politique. Outre un secrétariat général, il se compose de trois sections – la section féminine, la section de la jeunesse et la section syndicale – ainsi que de bureaux d'expertise qui réalisent des études dans divers domaines (économique, social, juridique, technologique, agricole...). Géographiquement, il fonctionne au travers d'instances régionales ou de filiales implantées dans toutes les régions du Maroc.

10 Entretien avec l'un des auteurs, 26 juin 2006.

Étonnés par la discipline des manifestants, les observateurs extérieurs parlent de « défilé militaire sans armes »...

Six ans plus tard, la section féminine est présente dans quasiment toutes les villes du Maroc. En 2006, il ne se passait pas un jour sans qu'elle n'organise une activité : manifestation, conférence, action de charité, sit-in, distribution de tracts... Cet activisme a porté ses fruits puisque, aujourd'hui, près de la moitié des adhérents de Justice et Bienfaisance sont des... adhérentes, à qui il faut inculquer la pensée du cheikh, comme nous l'explique sa fille : « Il est temps de sevrer les femmes des barbous ! Nous incitons les sœurs – c'est ainsi que l'on s'appelle entre nous – à relire le Coran avec des yeux vierges, à en avoir une lecture subversive. Elles remettront ainsi en cause les visions erronées et machistes qu'on leur a inculquées. Nous formons des êtres spirituels qui, demain, deviendront les moteurs de l'action sociale¹¹. »

Nadia Yassine évoque à ce propos la *Qawma*, une étape clé de la théorie de la conquête du pouvoir par les islamistes. « C'est un concept abstrait qui, lorsque les conditions sociales sont réunies, permet d'écarter le régime en place en recourant à la désobéissance civile. La *Qawma* ne peut pas être assimilée à une révolution, car elle est censée se dérouler sans violence ni effusion de sang », explique l'islamologue Mohamed Darif¹². Nadia Yassine elle-même la définit comme suit : « Le concept de *Qawma* a été utilisé par mon père dans sa pensée pour se démarquer du langage révolutionnaire classique qui veut que tout changement passe par la violence. La *Qawma* vient du verbe *qama*, qui veut dire se mettre debout. Faire une *Qawma*, c'est

rassembler tous les efforts, réunir toutes les bonnes volontés pour construire l'avenir. Jamais il n'a été question d'un jour J, d'une action définie, d'un rendez-vous déterminé¹³. » D'où l'empressement de Justice et Bienfaisance à éduquer le peuple dans le sens de la subversion...

Pour atteindre cet objectif, le mouvement a mis en place toute une batterie de conférences et autres rassemblements, servant de courroie de transmission entre le cheikh et sa base. Cela va de la réunion bimensuelle, appelée *Naceha* (le « bon conseil » aussi bien religieux, politique, que pour la vie quotidienne...), aux retraites spirituelles d'une dizaine de jours, organisées l'été. Celles-ci se déroulent souvent au siège du mouvement, dans la ville de Salé, à proximité de Rabat. Dans le même quartier qui abrite le domicile d'Abdessalam Yassine, Justice et Bienfaisance possède plusieurs villas où sont notamment installés le siège du mouvement et la section féminine. Côté jardin, certaines villas sont reliées entre elles par un passage discret. Pratique pour passer d'une maison à l'autre sans être repéré par les deux policiers plantés en permanence dans la rue en question...

Parmi ces rassemblements, figurent les « Assises des sœurs pour l'éternité¹⁴ ». Créées en 2000 par la section féminine, elles sont organisées tous les mois dans vingt-deux villes du royaume et sont animées par des femmes cadres de Justice et Bienfaisance. « L'on y étudie la vie des compagnons femmes du Prophète pour en transposer les enseignements à notre vie de musulmanes du XXI^e siècle,

11 Entretien avec l'un des auteurs, 19 mai 2006.

12 Entretien avec l'un des auteurs, 21 juin 2006.

13 *Le Journal hebdomadaire*, n° 238, 7-20 janvier 2006.

14 Appellation explicite : les fidèles de Justice et Bienfaisance croient que, durant leur vie sur terre, ils nouent entre eux des liens qui se prolongeront dans l'éternité.

théorise Mérieme Yafout, la responsable nationale de la section féminine. Nous atteignons ainsi ce qu'on appelle le Renouveau et qui consiste à adapter l'islam des origines à notre époque sans tenir compte des interprétations erronées de la religion. À l'époque du Prophète, la femme participait pleinement au changement social et n'était pas cloîtrée chez elle¹⁵. »

Ces assises étaient ouvertes aux sympathisantes de Justice et Bienfaisance mais, au printemps 2006, elles ont été restreintes aux seules adhérentes. Et pour cause ! À partir du mois de mai, les forces de l'ordre décident subitement de mettre le holà aux activités des islamistes et tentent depuis de disperser leurs rassemblements. Ce qui les irrite au plus haut point. « On ne peut même plus se réunir pour préparer nos activités sous peine d'être mises en garde à vue, fulmine Mérieme Yafout. Alors, on se réunit virtuellement sur Internet et les assises se déroulent en cachette à nos domiciles. À Casablanca, on a carrément fermé notre local. Quand la police fait irruption, elle repart avec nos biens, comme des ordinateurs ou du matériel vidéo. C'est déplorable ! Mais on ne baissera pas les bras. »

Partie de cache-cache avec la police

Mis sur écoute, suivis, les militants de Justice et Bienfaisance multiplient les ruses pour se faufiler entre les mailles du filet des services de sécurité. En témoigne cet étrange manège qui se déroule le samedi 24 juin 2006, à trente minutes du début d'une session des Assises des sœurs pour l'éternité de Casablanca. Nous sommes dans un quartier

aisé de la capitale économique du Maroc. Deux militantes islamistes se posent, l'air de rien, devant un bâtiment public, au milieu des familles qui se promènent. Pour les profanes, rien ne les distingue des passantes. Les fidèles du cheikh Yassine – comme par hasard nombreuses à passer par là – ne s'y trompent pas. Par petits groupes, elles les saluent puis convergent vers un immeuble situé à quelques mètres. C'est là, au domicile particulier d'une militante, que se tiennent les assises. Aujourd'hui, elles sont animées par Mérieme Yafout et Fatema Kaci, membre du secrétariat général du Cercle politique. Par mesure de sécurité, seules cent vingt femmes ont été conviées sur les huit cents habituelles. « On communique un quota de places aux responsables de quartier, qui désignent les participantes par tirage au sort ou en les invitant à tour de rôle », indique Mérieme Yafout.

En tout cas, la militante qui accueille les assises de ce samedi est ravie de recevoir ses « sœurs » chez elle. « Elles ne connaissent pas le chemin, certaines vont se perdre. On aura au minimum une heure de retard », regrette toutefois la propriétaire des lieux, qui a fait le ménage : tous les meubles ont été entreposés dans la même pièce et des couvertures aux couleurs chatoyantes ont été posées à même le sol pour permettre aux participantes de s'asseoir par terre, comme il est de coutume. Cinq ou six militantes s'affairent en cuisine autour de jus de fruits et de pâtisseries faits maison. Pendant ce temps, les invitées arrivent par petits groupes. On se congratule, on se fait la bise, on se tient les mains en riant. L'ambiance est chaleureuse et la joie de se retrouver se lit sur les visages. La plupart des militantes sont jeunes, autour de la trentaine, certaines ont un bébé dans les bras. On compte aussi quelques adolescentes timides. Toutes sont vêtues avec soin, affichant des hidjabs colorés

15 Entretien avec l'un des auteurs, 24 juin 2006.

et des jupes longues. Certaines sont même très élégantes, signant leur appartenance à la bourgeoisie casablancaise. Les blagues sur la police vont bon train chaque fois qu'un bruit se fait entendre : « C'est eux ! Par où vont-ils entrer cette fois ? Il faut qu'ils innovent, car enfoncer les portes c'est du déjà vu. Ils devraient essayer par les fenêtres en parachute... »

Au bout d'une bonne heure de papotages en tous genres, la session des Assises des sœurs pour l'éternité de Casablanca démarre enfin. Les quatre-vingt-dix femmes présentes sont maintenant installées dans le salon et se sont serrées comme des sardines pour entrer dans la même pièce. Le silence se fait soudainement lorsque Fatema Kaci prend la parole dans le micro pour demander de couper les portables. Puis elle enchaîne : « Nous sommes en retard à cause de l'état d'exception que nous vivons. La police passe des nuits blanches à essayer de nous trouver et c'est tant mieux. Pour nous, c'est quelque chose de normal et de naturel. Le paradis n'est pas donné et ce que l'on subit est le prix à payer. Aujourd'hui, si par la grâce divine la police fait irruption, êtes-vous prêtes ? » Éclats de rire dans la salle, la réponse – un « oui » massif – ne laisse aucun doute quant à la motivation des « sœurs ».

Après avoir dirigé la prière, Fatema reprend la parole pour lire des versets du Coran et les dédier à Saâdia Kassid, l'une des fondatrices de la section féminine, décédée en 2002. « Nous n'oublions jamais nos morts », chuchote une militante. Passé ce bref recueillement, Fatema poursuit sur la posture à adopter pour supporter la pression policière. « Notre guide, Abdessalam Yassine, nous recommande d'étudier certains versets, car ils retranscrivent ce qui nous arrive. Il s'agit des versets 13 à 15 de la sourate Ibrahim. C'est cela le miracle du Coran : il défie l'espace-temps et,

quatorze siècles plus tard, on y trouve ce qu'on y cherche. » Après la lecture des versets, elle enchaîne sans tarder sur l'explication de texte. L'éducation est la priorité des priorités de Justice et Bienfaisance : « Ces versets nous décrivent l'histoire des anciens prophètes avec leurs peuples. Ils parlent de l'histoire de l'humanité. Le message des prophètes est de créer l'éveil et la foi en l'unicité de Dieu ainsi qu'une croyance totale. Face à ce message, il existe deux catégories de gens. Les fidèles, qui acceptent le message divin et s'en inspirent. Et ceux qui le refusent et s'interposent entre le Prophète et le peuple. Pour parvenir à leurs fins, ils utilisent les menaces, la calomnie, la violence. Quelle doit être la réaction des croyants ? Face à la violence et la calomnie, on doit garder sa foi en Dieu et prendre son mal en patience avec sagesse. » Allusion on ne peut plus directe au Makhzen honni, le « grand Satan » de Justice et Bienfaisance...

Pour rendre son propos plus concret, Fatema cite quelques exemples, dont celui de Moïse qui, face à la violence de Pharaon, répondra qu'il faut garder sa foi, car de là découle la victoire. Avant de rappeler que « nous bâtissons notre position par rapport aux événements récents à partir d'exemples comme celui-ci ». Quoique claires, ces explications n'empêcheront pas les militantes de demander des conseils plus terre à terre : que faire en cas d'arrestation ? Peut-on se parler au téléphone ? Autant de questions qui témoignent d'une certaine anxiété. Et qui donnent lieu à des réponses explicites : « Ne donnez aucun nom par téléphone, ni aucune adresse. Lorsque vous êtes en réunion, éteignez vos portables et si possible retirez la batterie. La police ne pourra plus vous localiser. »

Le roi David en renfort

Après cette longue parenthèse sur l'état « d'exception », les assises peuvent enfin reprendre leur cours normal. Et remplir leur objectif : faire entrer dans les têtes des militantes la pensée politique du cheikh Yassine, sous couvert d'explications de textes coraniques. Aujourd'hui, c'est l'histoire du roi David qui est inscrite au programme. C'est toujours Fatema qui parle, commençant par les versets de la sourate Al-Bakara avant de l'enrichir de recherches personnelles effectuées en contournant soigneusement les interprétations salafistes : « Après la période de Moïse, les fils d'Israël ont été punis par Dieu et privés de leur terre par un roi tyrannique, Jalout. Ils ont alors demandé à un prophète inconnu de demander à Dieu de désigner un roi qui les aiderait à former une armée pour combattre le tyran. Dieu leur a envoyé Talout, qui a constitué une armée peu nombreuse, mais avec des hommes de confiance ayant la foi. Parmi les soldats figurait le jeune David, qui a tué le tyran Jalout à l'aide de cinq petites pierres tirées avec une fronde. L'armée de Talout a vaincu grâce à sa foi en Dieu. Plus tard, David est devenu roi et prophète en même temps. Ça a été le premier après de longues années à réunir la prophétie et le royaume. Son fils Salomon a fait de même et c'est sous leur règne que les fils d'Israël ont vécu leurs jours les plus paisibles. »

Fatema ouvre aussitôt le débat, car les « sœurs » sont censées avoir déjà potassé la biographie du roi David et préparé leurs interventions. Les règles du jeu sont claires : chacune est libre de s'exprimer, les organisatrices n'intervenant que pour préciser le point de vue de Justice et Bienfaisance, c'est-à-dire du cheikh Yassine. Elles ne devraient pas être à la peine, car les participantes maîtrisent déjà les

tenants et aboutissants de la pensée du guide. Une première femme prend la parole pour souligner l'importance de la foi dans une victoire. « Ni la force physique, ni les armes ni le nombre de soldats ne font la différence, mais la confiance que l'on a en soi quand on croit en Dieu, oui. »

Une autre transpose le combat de David dans le Maroc de 2006. Pour elle, son mouvement a choisi le chemin de la spiritualité et, « grâce à sa foi en Dieu, n'a rien à craindre ni de la police ni de l'armée ni de qui que ce soit ». D'autres interventions – il y en aura une vingtaine au total – portent sur l'union de la prophétie et du politique par David puis Salomon. De prise de parole en prise de parole, il se dégage une interprétation de l'histoire que Fatema synthétise en fin de débat : « Dans l'islam, qui est le fruit des religions précédentes, on retrouve cette union de l'État et de la spiritualité chez les quatre califes après le Prophète. Leur séparation est une déviation résultant de la rupture historique effectuée par les Omeyyades et ceux qui ont suivi. » Nous sommes bien au cœur de la pensée politique de Justice et Bienfaisance et les « sœurs » ont assimilé la leçon qu'elles se feront un devoir de répandre autour d'elles.

Ces assises ne seraient pas complètes si les participantes ne se racontaient pas leurs dernières « visions ». « Nous sommes un mouvement soufi et nous attachons beaucoup d'importance aux visions que nous faisons, éveillés ou endormis, explique Mérieme Yafout. Cela émane du fait qu'elles étaient prépondérantes à l'époque du Prophète, qui dit dans un hadith rapporté par l'imam Boukhari qu'« il ne restera de la prophétie, après moi, que les visions ». De plus, le premier calife, Aboubakr, demandait chaque matin à ses compagnons de raconter leurs visions de la veille. En fait, elles nous rassurent, mais on ne se base pas sur elles pour planifier nos programmes. Selon Abdessalam Yassine, la

démarche du mouvement est fondée sur la réalité des faits. »

Ce samedi, trois visions sont rapportées, mais une seule fait l'objet d'une étude détaillée. Elle provient d'une militante de Salé et a déjà été analysée par un membre du mouvement autorisé à se livrer à cet exercice consistant à donner un sens aux rêves. C'est Mérieme qui s'en fait l'écho, car c'est à elle que la militante s'est confiée. « Notre sœur marchait dans un endroit merveilleux plein de jardins et de rivières et a entendu une voix qui l'appelait "Chauman". Suivant la direction de la voix, elle est tombée sur un homme qui ressemblait à Leonardo da Vinci. Entre ses mains, il tenait deux livres en or reliés par un anneau aussi en or. La sœur a eu le sentiment qu'il s'agissait du roi David. Un frère lui a dit que ce rêve était riche en symboles et ramenait en effet au roi David. Il s'est basé sur le fait que Leonardo da Vinci a peint David sur son trône entouré de lions. En italien, Leonardo signifie "lion" et Vinci, "victoire". De plus, le roi David avait une femme qui s'appelait Chauman et avait hérité du prophète Aaron un cercueil où se trouvaient deux livrets ayant appartenu à Moïse. Comme vous le voyez, cette vision est très importante. Elle nous a incitées à parler du roi David aujourd'hui et à mettre l'accent sur l'union de la prophétie et de l'État. »

Les militantes boivent littéralement les paroles de Mérieme, sans jamais remettre en cause l'authenticité de la vision ni la véracité de son interprétation. Chez Justice et Bienfaisance, il est de mise d'accueillir les enseignements du guide avec le cœur et non la raison. C'est avec le sentiment du devoir accompli que les quatre-vingt-dix militantes quittent l'appartement par petits groupes, passant devant deux policiers qui montent la garde, sans intervenir, au bas de l'immeuble. Elles ignorent qu'au même moment

les autorités encerclent une maison à Casablanca pour empêcher une soixantaine de militants hommes de se retrouver. Les organisatrices des Assises des sœurs pour l'éternité, elles, se frottent les mains : leur réunion est un succès. D'ailleurs, le lendemain, elles se lèvent à l'aube pour animer un meeting identique dans une ville à deux heures de route de Casablanca.

Profession : militante islamiste

La vie de cadre chez Justice et Bienfaisance est loin d'être de tout repos et s'apparente même à un job à temps complet. « Tous les week-ends ou presque, je suis sur la route », confirme Mérieme Yafout, qui ne changerait de vie pour rien au monde. Visite aux comités régionaux de la section féminine, invitation d'associations islamistes, participation à des conférences, à des tables rondes, accueil de journalistes et de chercheurs étrangers... Elle y consacre tout son temps libre. Et, quand elle ne sillonne pas les routes au volant de sa voiture, elle est à Salé pour des réunions du Cercle politique. Entre le conseil national du Cercle, les rassemblements du bureau national de sa section, les réunions de coordination entre toutes les militantes responsables d'activités, elle n'arrête pas. Sans parler des séances de formation chez Nadia Yassine, au cours desquelles la fille du cheikh développe les positions de Justice et Bienfaisance sur l'actualité et raconte ses voyages en Occident.

Une telle dévotion au mouvement présente un avantage de taille : il offre aux militantes (et aux militants) les plus motivé(e)s de bonnes perspectives de « carrière ». Mérieme Yafout est d'ailleurs un pur produit de cette génération

montante de trentenaires. Pour elle, tout s'est joué en 1991 à l'université de Casablanca. La guerre du Golfe est à son apogée lorsqu'elle rejoint l'UNEM, le principal syndicat étudiant marocain. La gauche y règne en maître. Plus pour longtemps... En moins de dix ans, les islamistes vont inverser la tendance. Au fur et à mesure qu'ils noyautent l'UNEM, Mérieme se découvre une « proximité » avec leurs idées. Elle ne franchit toutefois le pas que quelques mois plus tard en mettant le voile. « J'ai commencé à recevoir des petits cadeaux comme des cassettes de chants religieux, à être invitée à des soirées où l'on parlait d'islam... »

Et elle découvre, stupéfaite, qu'elle doit choisir entre les deux grands mouvements islamistes : déjà Justice et Bienfaisance et la Jamaâ Islamiya, le futur PJD : « Moi qui croyais que nous étions tous musulmans ! » Après quelques tergiversations, elle rejoint les fidèles du cheikh Yassine en 1992 et en devient l'une des responsables étudiantes deux ans plus tard. S'ensuit une période « extraordinaire », où les manifestations de solidarité avec la Palestine succèdent aux sit-ins pour l'ouverture d'une mosquée dans chaque université du royaume. « Sur ce point, on a gagné. Hélas, elles ont fermé en 1997 lors de la répression anti-islamiste dans les facultés. Comme on maintenait nos activités, on se faisait tabasser deux fois par jour : le matin lorsque la police nous ordonnait à coups de bâtons de plier bagages et le soir quand elle vérifiait si nous avions obtempéré. »

À partir de 1998, Mérieme Yafout choisit de se consacrer à ses études, à savoir une école de journalisme doublée d'un troisième cycle en sciences politiques. Difficile alors de passer pour une étudiante lambda quand on milite dans les rangs du cheikh Yassine. Tous les moyens sont bons pour mettre des bâtons dans les roues des islamistes, nous explique-t-elle : « Je devais effectuer un stage en France et la

police a confisqué mon passeport. Lorsque j'étais convoquée pour, soi-disant, le récupérer, on m'interrogeait sur Justice et Bienfaisance. » C'est finalement grâce à l'intervention d'un enseignant qu'elle récupère son bien et étudie quelques mois à Sciences-Po Paris.

Quoique accaparée par ses études et les tracasseries administratives, Mérieme Yafout grimpe un à un les échelons du mouvement : « Les sœurs étaient clémentes avec moi. Elles savaient que je suivais un double cursus universitaire. » Elle participe à la naissance de la section féminine en 1998, travaille comme rédactrice au sein d'une publication de Justice et Bienfaisance, rapidement interdite. En 2002, elle est élue responsable de la section pour la ville de Casablanca et, en 2006, responsable nationale. « Comme tout le monde, j'ai débuté par les réunions de quartier où l'on nous explique le Coran et où l'on reçoit des leçons de bonnes mœurs. »

Selon Mérieme Yafout, pour progresser, il faut montrer des capacités à s'élever spirituellement, à bien intégrer la pensée du cheikh Yassine et, surtout, se montrer très disponible. « C'est une vision bien restreinte de la réalité, ironise le sociologue Saïd Lakhhal. Leurs critères d'avancement n'ont rien de rationnel. Il faut surtout témoigner de son amour pour le guide. Lorsque les fidèles en parlent, ils le glorifient à coups de "Dieu le protège" et donnent du "Notre bien-aimé Sidi Abdessalam". Certains l'appellent même "Mon petit papa chéri" ! C'est bien vu de rêver de lui et, pour ceux qui le peuvent, encore mieux de donner de l'argent au mouvement. Aucun montant n'est fixé, mais plus on donne, plus on grimpe ¹⁶. »

16 *Ibid.*

Cette sélection par l'argent est vivement démentie par les responsables de Justice et Bienfaisance. Soit. Ce qui est en revanche avéré – et moins connu –, c'est qu'ils aiment les têtes bien pleines. Une anecdote datant des années 1990 en atteste. À force de jouer les passionnaires des campus, des étudiantes islamistes en étaient venues à délaisser leurs études. Pour y remédier, leurs supérieures hiérarchiques n'y sont pas allées de main morte : mise sur pied d'un comité de suivi des notes, création du slogan « On ne veut pas de quelqu'un qui ne réussit pas dans ses études » et interdiction pure et simple de militantisme pour les redoublantes ! En 2006 encore, le cheikh Yassine encourageait les femmes à entamer des études et plus d'une centaine de cadres avaient repris le chemin de l'université.

Un réseau tentaculaire d'associations

Plutôt que de verser dans la politique, la majorité des adhérentes optent pour un militantisme social et terre à terre en créant, par exemple, des associations de bienfaisance. Le mouvement justifie son engagement auprès des femmes par cet argument que nous expose Hakima, la responsable des activités féminines à Rabat jusqu'en juillet 2006 : « Une mère qui n'a pas de quoi nourrir ses enfants n'entend rien d'autre que leurs pleurs. Elle est incapable de se montrer réceptive à un message spirituel. Aidez-la à s'en sortir et, oui, elle vous écoutera¹⁷. » Les islamistes savent bien, en effet, que les femmes sont les

meilleures portes d'entrée dans les familles. Non seulement elles éduquent les enfants, mais l'expérience montre qu'une femme qui adhère « embarque » dans bien des cas son mari, une partie de sa famille voire de sa belle-famille.

Au total, le mouvement fédère plusieurs centaines d'associations de charité. Achats de livres universitaires, soutien scolaire, alphabétisation, formations pour chômeurs, circoncisions, cours de Coran... Les activités, des grands classiques de l'islamisme de terrain, varient en fonction des besoins de la population et sont souvent coordonnées par les sections du Cercle politique.

Créée le 26 mai 2003 dans la ville côtière de Kénitra, l'association « Espoir pour la femme et l'enfant » est reliée à la section féminine, qui chapeaute une centaine de ce type de structures. Elle est le « bébé » de cinq militantes dynamiques se présentant comme des « femmes de bonne foi », révoltées par la misère intellectuelle dans laquelle leurs semblables évoluent. Respectivement professeurs de français et d'anglais, institutrice, secrétaire dans une clinique et jeune retraitée pimpante du ministère de la Culture, elles se sont regroupées pour « éduquer » les femmes d'un quartier de Kénitra. Avec ses agences bancaires flambant neuves, ses jolis immeubles couleur ocre et ses taxis collectifs qui déversent un flot continu de voyageurs passé la fermeture des bureaux, il est peuplé par la classe moyenne.

« Qui penserait que la plupart des habitantes sont analphabètes ? Elles viennent des campagnes environnantes. Échouées en ville avec leur mari, sans repères, elles se transforment en femmes au foyer, autant dire en bonnes, et s'abrutissent devant la télévision du matin au soir », s'indigne El Batoul, l'une des fondatrices d'Espoir pour la femme et l'enfant, qui égratigne au passage les pouvoirs

17 Entretien avec l'un des auteurs, 6 avril 2006.

publics¹⁸. Comme une majorité de militants de Justice et Bienfaisance, les cinq responsables associatives n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser l'État marocain. « Démissionnaire depuis belle lurette » ; « Sans le travail de terrain des islamistes, le Maroc aurait explosé » ; « Nous sommes une soupape à l'incompétence de l'État et de ses fonctionnaires corrompus » sont des arguments qui reviennent en boucle.

Les dizaines de femmes de tous âges qui franchissent une à une la porte de l'association, dont quatre non voilées, sont loin de l'image que l'on se fait de la femme au foyer. Elles parlent fort, affichent des sourires édentés, s'interpellent, jouent des coudes pour attraper un verre d'eau dans la cuisine. « Moi, je suis ici pour apprendre l'alphabet. Je veux lire le Coran et faire mes courses au supermarché seule. Je ne veux plus demander aux caissiers de l'aide pour déchiffrer les prix sur les étiquettes. On est nombreuses dans ce cas. La jeune femme là-bas veut comprendre les journaux pour discuter avec sa belle-fille qui parle de politique ; l'autre veut visiter seule sa mère en train, mais est incapable de lire les horaires », dit une grand-mère au front tatoué de symboles berbères traditionnels.

Des cours d'informatique pour deux euros par an

La récréation est de courte durée. À 14 h 30 pile, une jeune fille presse ces dames de rejoindre leur salle de cours. La maison d'Espoir pour la femme et l'enfant abrite trois

petites salles de classe sommairement meublées de pupitres et de chaises en bois, de grands tableaux noirs. « On a créé trois classes primaires du niveau du CP, du CE1 et du CE2. Les cours sont gratuits. Ils ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14 h 30 à 17 h 00. Pour être admise dans la classe supérieure en fin d'année, il faut avoir le niveau, sinon on redouble. On compte une vingtaine d'élèves par classe », explique l'institutrice en charge du CE1, qui déplore un absentéisme trop élevé à son goût. L'enseignement dispensé est calqué sur celui de l'école publique : dictée, lecture, écriture, calcul... Les mercredis et vendredis, les maîtresses, toutes bénévoles, dispensent en option des cours de français, de géographie, d'histoire et de culture islamique.

Dans la cuisine crasseuse, c'est l'effervescence. Une dizaine de femmes s'affairent autour d'une grande table en métal où une enseignante leur montre, ciseaux en main, comment tailler un pantalon dans du tissu. En plus des cours d'alphabétisation, on peut s'inscrire à des ateliers de couture, de décoration d'intérieur, de cuisine et d'informatique. Facturés entre deux et trois euros l'année, ils ont vocation à permettre aux femmes de créer leur micro-entreprise, de couture par exemple, et de les aider à mieux entretenir leur maison. Celles qui y assistent sont jeunes et dotées d'un projet professionnel. C'est le cas de cette jeune chômeuse de trente-deux ans, inscrite à l'atelier d'informatique, qui rédige son CV sur l'un des quatre ordinateurs. « J'ai passé ma licence de biologie animale il y a douze ans. Faute d'un emploi, je suis devenue femme au foyer. À part l'association, personne ne m'a jamais aidé à m'en sortir ni tendu la main. Maintenant, je me forme aux logiciels Word et Excel pour trouver un job de secrétaire », témoigne-t-elle dans un français fluide.

18 Entretien avec l'un des auteurs, 18 mai 2006.

El Batoul, l'une des responsables d'Espoir pour la femme et l'enfant, approuve. Avec ses amies, elles ont galéré pour en arriver là. À les entendre, le mouvement n'est pas en mesure de les aider financièrement : « Trop pauvre pour cela. » Elles seraient même obligées de payer de leur poche le loyer mensuel de 120 euros de la maison de 100 mètres carrés transformée en local associatif. Pour se faire connaître, elles ont dû se montrer particulièrement opiniâtres, distribuant des prospectus dans les boîtes aux lettres et se livrant à du porte-à-porte. « J'ai rendu visite à des familles qui emploient de jeunes bonnes illettrées et suis repassée jusqu'à ce qu'elles acceptent que la petite vienne s'instruire », raconte El Batoul.

Malgré le manque de moyens, l'association se développe. Et propose de nouvelles activités comme ces conférences sur la santé au féminin, la contraception, la sécurité sociale ou la retraite. Peu de problèmes avec la police, ce qui est plutôt rare quand on se revendique de Justice et Bienfaisance. Juste un mouchard qui passe la tête de temps à autre pour rédiger un rapport. Avec le raidissement des autorités contre ces islamistes, il devient difficile d'occuper le terrain social. Les associations les plus récentes attendent toujours l'agrément des municipalités pour exister officiellement ou se voient interdire de louer des locaux pour leurs activités. « Alors on ruse, rigole une militante d'une autre ville. On tait notre appartenance à Justice et Bienfaisance et on adhère à des associations qui ont pignon sur rue. Ça reste le meilleur moyen de ne pas se faire claquer la porte au nez quand on veut organiser une conférence pour, par exemple, expliquer aux femmes comment bien allaiter. En général, il y a autant de policiers que de participantes dans la salle ! »

Selon les responsables de la section féminine, les associations de charité ne sont pas des lieux de recrutement et l'on n'y enseigne pas la doctrine du mouvement. À Kénitra, la majorité des femmes inscrites à Espoir pour la femme et l'enfant ne sont d'ailleurs pas adhérentes. Si le prosélytisme ne semble donc pas être la règle, les responsables de l'association ne se privent pourtant pas de faire indirectement allusion aux thèses du cheikh Yassine. « On répète aux femmes qu'elles sont des victimes de l'Histoire, qu'à cause de faux islamistes qui voulaient le pouvoir pour eux tout seuls on leur a inculqué des choses fausses sur la religion. On leur raconte que le Prophète consultait les femmes dans les affaires de l'État, qu'elles n'ont jamais eu vocation à être enfermées à la maison. On essaie de faire en sorte qu'elles deviennent ce que Sidna Mohammed voulait faire de nous. »

Un discours parfaitement conforme à la doctrine officielle du mouvement. Ainsi, en juin 2005, lors d'une conférence en Europe, Nadia Yassine présentait Justice et Bienfaisance en ces termes : « Nos écrits de base remettent en question l'histoire officielle du pouvoir en mettant le doigt sur tous les détournements à des fins politiciennes subis par le message coranique à l'heure des grands schismes de l'Islam, quelques décennies après la mort du Prophète. [...] Depuis le coup d'État omeyyade, la Révélation fut prise en otage par le pouvoir et servit la cause des tyrans avec la complicité consciente ou inconsciente d'une certaine jurisprudence. [...] Tout s'en trouva remis en question : de la théorie du pouvoir jusqu'au statut de la famille... »

Des journées portes ouvertes

Lorsque les membres de Justice et Bienfaisance partent à la pêche aux adhérents dans les quartiers populaires, le volet intellectuel et historique de leur discours s'estompe comme par magie. Place au concret. À partir de 1995, le mouvement organise chaque été des campings « islamistes » sur plusieurs plages des côtes marocaines. Ils seront interdits à partir de 2000. Cette année-là, celui de Sidi-Bounaïm, à proximité de Casablanca, a rassemblé 30 000 familles. Au menu : des conférences et des débats sur la politique, l'économie ou la culture, quelques formations professionnelles pour les vacanciers membres de syndicats, des spectacles et baignades séparés pour les hommes et les femmes. Au printemps 2006, changement de programme : Justice et Bienfaisance organise des journées portes ouvertes dans tout le royaume, auxquelles les autorités ont mis fin au bout de quelques semaines.

La petite ville de Settat, à une cinquantaine de kilomètres de Casablanca, a tenu les siennes la semaine du 10 mai, dans un quartier populaire surnommé « Dallas » en raison de l'anarchie qui a prévalu lors de son édification. Le spectacle est désolant : ruelles non goudronnées, immeubles vétustes, adolescents sniffant de la colle, hommes perdus dans les rues laissant augurer d'un taux de chômage record. Sur place, les militants islamistes distribuent à tour de bras des tracts invitant les badauds à pousser la porte de la petite maison louée pour l'occasion. En ce milieu d'après-midi, un jeune homme tout sourires, vêtu d'une djellaba blanche immaculée, accueille les visiteurs, dont une majorité de femmes et d'enfants. Pour parer à tout débordement, une poignée de militants musclés se tiennent discrètement à l'écart.

« Bienvenue, bienvenue aux journées portes ouvertes de Justice et Bienfaisance ! » Au premier étage de la maison, trois femmes jouent les hôtes, verres de lait, dattes et prospectus en main. La chaleur est étouffante compte tenu de la foule : 2 000 visiteurs par jour selon les organisateurs. D'ailleurs, une trentaine de personnes se sont réfugiées sur le toit aménagé en salle de prière, pour prendre l'air. « Nous ne sommes pas en train de recruter à tour de bras, nous prévenons d'emblée un militant. Notre souci est plutôt de montrer qui nous sommes vraiment. Nous passons trop pour un mouvement d'intellectuels. De plus, nous sommes victimes d'une campagne de la presse aux ordres qui nous réduit au voile et à la barbe. » Effectivement, lors du premier semestre 2006, les titres affiliés à des partis politiques ou proches du pouvoir se sont déchaînés contre Justice et Bienfaisance, l'accusant à tort de sombrer dans le radicalisme et d'œuvrer à la destruction du système politique.

À Settat, le souci des organisateurs semble plutôt de canaliser le flot continu de visiteurs. « Ne restez pas dans l'entrée, rejoignez ce groupe ! La visite guidée démarre dans quelques secondes », s'énerve une militante. Les journées portes ouvertes sont en réalité une exposition en trois parties sur le mouvement : la vie et l'œuvre du cheikh Yassine, le militantisme islamiste et une projection vidéo d'une efficacité redoutable. Sur un fond musical entraînant – le « futur hymne du Maroc », s'amuse-t-on dans la salle –, les images chocs défilent. Manifestants parfaitement alignés et disciplinés, tabassages sauvages par la police, femmes gisant à terre... « Nous sommes les victimes d'un régime qui se prétend démocratique » semble visiblement le message subliminal. La ficelle est grosse, mais les spectateurs sont impressionnés. Leur silence puis les applaudissements nourris en témoignent. « Je pense que je

vais rejoindre Justice et Bienfaisance. Ils réforment la société. Tout doit changer au Maroc... » s'enthousiasme une femme. Pour une autre, c'est : « *Inch'allah*, on verra plus tard si j'adhère ou non. »

En plus de présenter, photos à l'appui, l'organigramme du Cercle politique et les diverses facettes du militantisme (compagnonnage, sections syndicale, féminine, de la jeunesse...), l'exposition met l'accent sur le « revers de la médaille » d'un engagement aux côtés du cheikh Yassine : procès fleuve de sa fille, interdiction de toutes les publications du mouvement et surtout condamnation à vingt ans de prison de douze étudiants islamistes, au tout début des années 1990, pour « coups et blessures ayant provoqué la mort ». « Nous considérons ces étudiants comme des détenus politiques. Leur procès était truqué. Nous soutenons et soutiendrons financièrement leurs familles jusqu'à leur libération », explique l'un des guides¹⁹. Sous-entendu : Justice et Bienfaisance n'abandonne jamais les siens.

Cerise sur le gâteau, au sortir de l'exposition la police offre un petit frisson aux visiteurs. Des dizaines d'habitants du quartier se sont regroupés devant l'entrée de la maison

19 Sur son site web <www.aljamaa.com>, l'un des principaux outils de communication du mouvement, Justice et Bienfaisance indique au sujet de cette affaire : « 1^{er} novembre 1991 : Commence la grande épreuve pour les frères étudiants d'Oujda. Les forces du désordre prennent d'assaut plusieurs maisons où ils logent et procèdent à l'arrestation d'un grand nombre d'entre eux, dont vingt-neuf paraissent devant le tribunal de la cour d'appel d'Oujda. Après une semaine de tortures et d'interrogatoires, et suivant un dossier fabriqué de toutes pièces, ils sont inculpés, entre autres, de coups et blessures ayant provoqué la mort. Les peines sont très lourdes et expriment bien la rancune du régime envers le mouvement et ses étudiants : vingt ans de prison ferme pour onze d'entre eux et pour un douzième qui les rejoindra bientôt, et de deux à trois ans pour les autres. »

où se tiennent les journées portes ouvertes. Derrière eux, des policiers en civil se déploient calmement, « couverts » par quatre fourgons de police stationnés à une dizaine de mètres. Les habitants n'opposent aucune violence aux forces de l'ordre, mais une hostilité silencieuse et palpable, comme c'est souvent le cas lorsqu'une manifestation de Justice et Bienfaisance dégénère. Ce n'était qu'un avertissement, la police n'interviendra pas. C'était aussi l'une des dernières journées portes ouvertes organisées, puisque les forces de l'ordre empêcheront systématiquement la tenue des suivantes.

À l'instar du quartier de Dallas, à Settat, la stabilité du Maroc dépend-elle maintenant en partie de l'évolution des relations entre les autorités et Justice et Bienfaisance ? « Nous sommes trop nombreux pour être jetés en prison », se plaisent à claironner les militants. Si la base du mouvement croit dur comme fer à l'aboutissement de la *Qawma*, le Cercle politique formule en parallèle des propositions très politiques. Sait-on jamais... Certains observateurs, dont l'islamologue Mohamed Darif, pensent qu'après la mort d'Abdessalam Yassine le mouvement accélérera sa politisation, faute de successeur spirituel digne du cheikh, puis que des courants internes verront le jour. « Certains membres dirigeants sont prêts à accepter les règles du jeu politique. Il y a des contacts informels avec les autorités. Des journalistes et des savants religieux servent de canaux de transmission. Abdessalam Yassine décédé, un accord pourrait être conclu », estime-t-il²⁰.

20 Entretien avec l'un des auteurs, 21 juin 2006.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le pouvoir tente de négocier avec Justice et Bienfaisance. Après quelques tentatives infructueuses entre 1987 et 1988, il revient à la charge en juillet 1991, lorsque le cheikh Yassine est en résidence surveillée et ses principaux lieutenants en prison. Objectif : convaincre le mouvement de renoncer à certains de ses principes. « Mais la position de la direction est inébranlable et la réponse, très décevante pour les autorités, annonce l'échec des tractations malgré les largesses des tentatives de corruption. Ce qui va les pousser à des restrictions et des pressions de plus en plus fortes pour obtenir des concessions », rétorque Justice et Bienfaisance sur son site web aljamaa.com.

Rebelote en 2000, quand un émissaire royal marchandise au passage les conditions de la libération de Yassine. Rien n'y fait. Justice et Bienfaisance refuse d'entrer dans l'arène politique aux conditions du Palais et persiste à rejeter la Commanderie des croyants. Pour le sociologue Saïd Lakkhal, toutes les tentatives des autorités seront vouées à l'échec : « Jamais ces islamistes-là ne s'intégreront au jeu politique officiel. Pour Yassine, participer à des élections, c'est prolonger la longévité du régime en place. Ils iront au bout de leur *Qawma*. Ils appelleront un jour à la désobéissance civile, c'est-à-dire à ne pas voter, à ne plus payer ses impôts, à ne plus envoyer ses enfants à l'école, et à la grève générale²¹. »

Intégration ou révolution : quel chemin empruntera Justice et Bienfaisance lors de la décennie à venir ? Certains jeunes cadres se prennent à rêver d'une participation

directe au jeu politique. Les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD), le concurrent du mouvement du cheikh Yassine, ont, eux, déjà fait ce choix. Et font figure de favoris pour les élections législatives de 2007. Un cadeau empoisonné...

21 Entretien avec l'un des auteurs, 24 juin 2006.

*Le PJD :
des islamistes « fréquentables »*

Casablanca, dimanche 25 mai 2003. L'avenue des Forces armées royales, l'une des principales artères de la ville, est noire de monde. La foule s'étend à perte de vue. La télévision marocaine parle de deux millions de manifestants. Hommes, femmes, enfants, politiques, responsables associatifs, membres du gouvernement... De nombreux Marocains ont répondu à l'appel des principaux partis politiques et associations du royaume. Ils sont descendus dans la rue scander leur rejet du terrorisme islamiste qui a endeuillé Casablanca une semaine plus tôt. Les images atroces des corps déchiquetés par les bombes et le chiffre de quarante-cinq morts imprègnent encore les esprits. Dans les rangs des manifestants, l'émotion est palpable. La détermination aussi. Comme pour conjurer le traumatisme et éloigner le mauvais sort, les banderoles délivrent un même message : « Les terroristes n'ont pas de place au Maroc », « Non à la haine et à l'extrémisme », « L'Islam, religion de tolérance », « Touche pas à mon pays ». Fait rare,

le cortège est emmené par le Premier ministre lui-même, Driss Jettou.

À y regarder de plus près, une délégation manque à l'appel : celle des islamistes modérés du Parti de la justice et du développement, plus connu sous le sigle PJD. Rien d'étonnant, on les a mis à l'index. Qui leur en veut ? Une large partie de la société civile, la majorité des médias et la totalité de la classe politique marocaine, surtout celle bien en cour. Dans les heures qui ont suivi les attentats, les dirigeants du PJD ont pourtant fait le nécessaire. Ils ont condamné le terrorisme, répété qu'ils n'étaient pas liés aux poseurs de bombe, martelé qu'ils n'emprunteraient pas la voie de la violence. Rien n'y a fait. On leur reproche officiellement d'avoir une « responsabilité morale » dans les attentats. Officieusement, on voit là l'occasion inespérée de porter un coup aux ambitions électorales de ces barbus aux dents longues.

Les touristes français aimant flâner dans les souks colorés de Marrakech l'ignorent sans doute, mais le Maroc possède un parti politique islamiste parfaitement légal : le PJD. Méconnu en Europe, le mouvement est pourtant considéré comme l'une des principales forces politiques du royaume. Depuis 2002, ses membres occupent même quarante-deux sièges de député au Parlement et dirigent cinq municipalités, dont celles de Meknès, Khénifra et Témara.

Barbus contre gauchistes

Le PJD est le fruit d'une histoire longue et tourmentée, qui débute en 1969. Un certain Abdelkrim Mouti, ancien gauchiste converti à l'islamisme radical, crée alors la « Chabiba Islamiya » (Jeunesse islamique). Le moment choisi est

opportun : la Chabiba exècre la gauche radicale et le Palais royal est à la manœuvre pour contrer l'importation des idées marxistes et maoïstes. Par opportunisme politique, on laisse faire ces radicaux et on les manipule. Six ans plus tard, le 18 décembre 1975, l'irréparable est commis : le leader syndical Omar Benjelloun est assassiné et des éléments de la Chabiba sont mis en cause – même si nombre de Marocains pensent qu'ils étaient manipulés par les « services ». Condamné à perpétuité par contumace, son dirigeant, Abdelkrim Mouti, s'enfuit en Libye. « Après le meurtre de Benjelloun, il y a eu un grand débat en interne, se souvient aujourd'hui l'un d'entre eux, encore ébranlé trente ans après les faits. On était un mouvement prêchant l'islam. Pourquoi avoir basculé dans la violence ? Comment cela est-il arrivé ? Il en est ressorti qu'il fallait être rationnel, accepter l'autre. La foi ne s'impose pas, elle vient par conviction. Il ne faut plus classer les gens par rapport à l'islam pour les rejeter. Il faut être dans l'échange, participer au débat, bref entrer en politique. »

Des anciens de la Chabiba effectuent alors un virage à 180 degrés et créent en 1982 la « Jamâa Islamiya », l'association du groupe islamique. Parmi eux, un jeune et brillant ingénieur de vingt-huit ans, Abdelilah Benkirane, né dans une famille proche du parti conservateur de l'Istiqlal¹. Dès

1 Aujourd'hui membre du bureau politique du PJD, Abdelilah Benkirane a joué un rôle clé dans la construction du parti. Il a toujours prôné le rapprochement avec le Makhzen. Un portrait de cet islamiste on ne peut plus fréquentable, paru dans *Le Journal hebdomadaire* en 2004, le décrit de la sorte : « Un prototype d'un islamisme militant, revu et corrigé pour mieux être adapté aux contraintes et nuances du jeu politique marocain, spécimen d'un subtil dosage entre l'être fondamentaliste et le paraître politique. [...] Il multiplie les signes de bonne disposition d'esprit pour une intégration dans le giron monarchique. » Selon un habitué des allées du pouvoir marocain, il aurait même franchi la frontière : « Je me rappelle que Benkirane envoyait des notes manuscrites au roi Hassan II. » Dès

lors, ces islamistes ne cesseront de faire des appels du pied au pouvoir. Au début des années 1990, leur priorité est de décrocher le feu vert pour devenir un parti politique légal. Toute référence à l'islam dans leur appellation pose problème ? En 1992, la Jamâa Islamiya devient l'association Réforme et Renouveau. Quatre ans plus tard, en 1996, trois associations islamistes fusionnent. La nouvelle structure, qui s'appelle « Ligue de l'avenir islamique », rejoint Réforme et Renouveau, qui se nomme alors « Mouvement de l'unicité et de la réforme » (MUR). Il fédère plus de deux cents associations et représente l'« unification d'une partie de l'islamisme marocain ² ». Malgré leur poids, le Palais leur refuse toujours le droit de se transformer en parti. Courant 1996, les stratèges de Sa Majesté se ravissent... à leur façon : ils laissent tactiquement les islamistes noyauter une petite formation à l'agonie, le MPDC (Mouvement populaire démocratique et constitutionnel).

Au milieu des années 1990, l'extrême gauche ne représente plus un danger pour la monarchie. On ne peut pas en dire autant, on l'a vu, du cheikh Abdessalam Yassine et de son mouvement islamiste Justice et Bienfaisance. Après avoir longtemps pris le vieux cheikh pour un illuminé – Hassan II l'avait fait enfermer trois ans et demi en asile psychiatrique, suivis de dix années de résidence surveillée –, le régime commence à se méfier de lui. Fervent admirateur de la révolution iranienne, grand pourfendeur de la monarchie, le cheikh recrute des fidèles par milliers.

Plutôt que de remédier à la détresse économique des Marocains et échaudés par le drame algérien, les stratèges

royaux sortent alors de leurs chapeaux un coup comme eux seuls savent en produire. Ils décident de placer en orbite des « barbus » modérés acceptant l'institution monarchique. Leur calcul est simple : les labelliser « islamistes politiques marocains » pour créer un vote « vert ». Celui-ci présenterait le double avantage d'isoler Justice et Bienfaisance et de contrer la montée des « mauvais » barbus. La ficelle est grosse, mais est-ce gênant ? Nous sommes dans une monarchie absolue, avant tout soucieuse de sa pérennité. Ce calcul tordu est une aubaine pour les membres du futur PJD : interdits de se constituer en parti, ils essayaient déjà par eux-mêmes de trouver refuge dans une structure existante. Ils ont un temps frappé à la porte de l'Istiqlal, sans succès. Les responsables de la première formation politique du royaume exigeaient des islamistes qu'ils renoncent à intégrer les instances dirigeantes...

Avec le recul, le mariage arrangé entre le futur PJD et le MPDC prête à sourire. Ce dernier avait été créé en 1967 par l'ancien médecin du roi Mohammed V, le vénérable docteur Abdelkrim Khatib. On ne connaissait pas vraiment au bon docteur d'affinités tangibles avec les islamistes ³. Personnage ambigu, ce dernier a très certainement vu dans cette alliance l'occasion de revenir aux affaires. « Le docteur Khatib est un homme du Makhzen. C'est même un éminent membre du Makhzen, explique un observateur averti des mœurs politiques marocaines. Le Palais pensait alors qu'il jouerait le rôle de la mère poule qui couve ses

liaisons dangereuses qui vaudront d'ailleurs à Benkirane le sobriquet d'« islamiste de palais »...

2 Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains*, op. cit., p. 214.

3 Toutefois, en octobre 1999, la revue *Al-Hayat al-Yaumiya* publie un communiqué de la Chabiba Islamiya rédigé en Norvège. Ce dernier indique qu'Abdelkrim Khatib aurait hébergé, dans sa ferme située entre Casablanca et El-Jadida, le principal accusé dans l'assassinat d'Omar Benjelloun, un certain Abdelaziz Namani (Voir Ignace DALLE, *Les Trois Rois. La monarchie marocaine, de l'indépendance à nos jours*, Fayard, Paris, 2004).

petits poussins islamistes sans les laisser s'échapper. » Toujours est-il que les petits poussins en question se jettent avec voracité sur le MPDC. « Au début, ils se sont montrés très rassurants, valorisaient Khatib, le caressaient dans le sens du poil. En parallèle, ils plaçaient leurs hommes au sein du parti qui, ils le savaient, finirait par leur revenir », reprend notre observateur. Les petits poussins se montrent aussi très tactiques. Ils cèdent aux exigences du pouvoir, qui portent par exemple sur la reconnaissance de la Commanderie des croyants ou la défense de l'intégralité territoriale du Maroc. Le pacte tacite entre le MPDC et les islamistes sera scellé lors d'un congrès « autorisé » en 1996, où l'islamiste Abdelilah Benkirane devient le numéro deux du parti, derrière le docteur Khatib.

Donnant-donnant avec le pouvoir

C'est enfin en 1998 que le MPDC devient le Parti de la justice et du développement. Un parti que la politologue Malika Zeghal décrit comme « né de la convergence de parcours individuels, religieux et politiques, très diversifiés, d'hommes qui se sont regroupés dans une structure "mosaïque" ; les conflits internes y sont visibles et la concurrence entre les hommes fait partie des règles du jeu ⁴ ». Lorsque Mohammed VI monte sur le trône en juillet 1999, il ne remet pas en cause l'intégration de ces islamistes modérés au jeu partisan en place. Bien au contraire : pour son premier ramadan de roi, il invite l'idéologue du PJD, Ahmed Raïssouni, à animer une causerie religieuse.

⁴ Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains*, op. cit., p. 211.

Les islamistes sont alors confortés dans leur choix stratégique : la seule façon de changer le système est de l'intégrer. Ils espèrent le pousser à évoluer de l'intérieur, par petites touches, vers toujours plus d'islam. Quitte à y laisser quelques plumes, ou à se faire taxer d'« islamistes de service ». Mais les dirigeants du PJD ne sont pas à un scrutin près. Rien ne presse... Au Maroc, les élections ont en effet une légitimité pour le moins discutable, comme l'expliquait, quelques mois avant son décès en mars 2005, l'universitaire français Rémy Leveau, l'un des meilleurs spécialistes du royaume : « Nous sommes dans un système où le Palais passe des accords avec les partis politiques avant les élections. Il y a une constante depuis les élections d'avril 1963 : celles-ci ne doivent pas imposer la carte politique marocaine. Elles doivent simplement permettre de consolider les décisions prises au préalable par consensus avec les élites politiques ⁵. » Le PJD évitera dès lors une confrontation directe et frontale avec le pouvoir, préférant opter pour une « opposition loyale ⁶ », surtout à partir de 2000. Il sait pertinemment qu'il peut faire les frais d'un revirement du régime à tout moment : dissolution, cabale montée de toutes pièces, soudaine émergence d'une nouvelle force politique concurrente... Un coup de baguette magique et tout est possible dans ce royaume, où l'aversion quasi physique qu'éprouve Mohammed VI pour les « barbus » n'est pas une fiction.

En gage de bonne volonté, le parti accepte, lors des législatives de septembre 2002, de modérer son appétit électoral et ne se présente que dans cinquante-sept circonscriptions sur quatre-vingt-onze. Il remporte néanmoins quarante-deux

⁵ *Le Journal hebdomadaire*, 24-30 janvier 2004.

⁶ Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains*, op. cit., p. 223.

sièges sur trois cent vingt-cinq et s'impose comme la troisième force politique du pays. Il réussit même un coup de maître à Casablanca, où onze de ses candidats sont élus députés. Pris par surprise, les militaires marocains, redoutant la perte de leurs privilèges économiques, auraient alors agité le spectre de la guerre civile algérienne... Là encore, le PJD courbe l'échine et ses dirigeants empruntent des chemins de traverse pour justifier leur autocensure en amont du scrutin. « En 2002, la situation externe et internationale était quelque peu spécifique, il ne faut pas l'oublier, explique maladroitement le vieux docteur Khatib⁷. Le parti a accepté de réduire sa participation pour ne pas créer des situations de conflit entre le Maroc et les impérialistes américains. » Le calcul des dirigeants du PJD était alors de s'imposer comme une force politique majeure en 2002, ce qu'ils ont fait, puis d'asseoir leur suprématie aux élections communales de 2003 pour rafler la mise aux législatives de 2007 et entrer au gouvernement. Les attentats de Casablanca du 16 mai 2003 en décideront autrement.

La déflagration des bombes se répand telle une onde de choc et chamboule la paisible vie politique du royaume chérifien. Ceux que la presse marocaine appelle les « sécuritaires » se saisissent de l'occasion pour asseoir un peu plus leur pouvoir au sommet de l'État. Eux aussi sont réfractaires aux islamistes et en profitent pour mettre le PJD au pas. À en croire une autre note confidentielle du ministère français de la Défense datée de juin 2003, le monarque en personne n'y serait pas allé de main morte. Selon le numéro deux de la DST marocaine de l'époque, Noureddine Benbrahim, le roi a reçu cinq des dirigeants du PJD entouré

d'un quarteron de « sécuritaires ». Parmi ceux-ci figuraient le puissant patron de la Gendarmerie royale, le général Hosni Benslimane, et le chef du renseignement extérieur, le général El-Harchi. Mohammed VI aurait alors lancé cet ultimatum aux islamistes : « Si [vous ne collaborez] pas cette fois, la chasse aux sorcières commencera sans pitié. »

Cette fois, il ne s'agit visiblement pas de paroles en l'air. Cette seconde note de la Défense française de juin 2003 faisant état de propos de Fouad Ali El Himma, alors secrétaire d'État à l'Intérieur et très proche collaborateur du roi, témoigne du tournant autoritaire que prend le règne de Mohammed VI. Parlant des islamistes en général, El Himma aurait déclaré : « Nous passerons à l'acte et à la logique de l'œil pour l'œil. Ils nous poussent à revenir à l'époque d'Oufkir⁸ », c'est-à-dire les liquidations discrètes par différents moyens, précise la note. Ce chantage et ces menaces proférées au plus haut niveau de l'État ont-ils eu l'effet escompté ? Très certainement. Le numéro deux de la DST marocaine, décidément très bavard, affirmait en 2003 que déjà le PJD avait « pas mal aidé les autorités après le 11 septembre à localiser tous ceux qui ont des rapports ou ont eu des rapports par le passé avec les réseaux Ben Laden »...

7 *Le Journal hebdomadaire*, 13-19 décembre 2003.

8 Homme de confiance d'Hassan II, le général Mohamed Oufkir a été surnommé le « boucher » après les violentes répressions qui ont suivi un soulèvement du Rif en 1958 et les événements de Casablanca du 23 mars 1965. Le 16 août 1972, il organise un putsch contre Hassan II, au cours duquel des avions de chasse tentent d'abattre le Boeing royal. Le coup d'État échoue et le général Oufkir sera « suicidé » quelques jours plus tard. Sa femme et ses six enfants seront emprisonnés pendant près de vingt ans dans un bagne secret et dans d'effroyables conditions de détention.

Le PJD baisse le ton

Seconde étape de la mise au pas du parti islamiste : s'ingérer sans vergogne dans son fonctionnement interne pour faire taire ses membres les plus virulents. Là encore, la menace d'interdire purement et simplement le parti est brandie.

L'une des cibles privilégiées du régime est Mustapha Ramid, un tonitruant député à la carrure imposante et au regard perçant, qui ne mâche pas ses mots. Catalogué à juste titre comme « contestataire » par les services de renseignement marocains, il n'a jamais caché que les prérogatives du roi devaient être revues à la baisse. Avocat de profession, le député Ramid n'a pas hésité non plus à défendre plusieurs salafistes condamnés pour « terrorisme » aux lendemains des attentats de Casablanca ni à dénoncer les abus des droits de l'homme dont ils ont été victimes. Mais difficile de faire trébucher l'homme : il est réputé intègre et demeure populaire auprès de la base du parti.

Le pouvoir trouvera néanmoins la parade. En 2003, il le force à démissionner de son poste de président du groupe parlementaire du PJD. Quelques mois après son départ, Mustapha Ramid, abattu, racontera au *Journal hebdomadaire* sa mésaventure en ces termes : « À l'approche de la date du vote, [...] le ministre de l'Intérieur et son ministre délégué ont contacté des membres du secrétariat général pour leur signifier apparemment leurs réserves quant à mon élection à la présidence du groupe parlementaire du PJD. Les députés du parti ont discuté cette question et m'ont élu à nouveau. [...] Quand j'ai informé la présidence du Parlement de mon élection, le ministre de l'Intérieur a contacté le secrétariat général pour formuler de manière plus claire son veto et nous a menacés. Il a parlé d'une rupture entre le

parti et le pouvoir. [...] J'ai donc préféré démissionner pour éviter au parti d'avoir des problèmes⁹. » Le comportement maladroit du ministre de l'Intérieur fait même sortir de ses gonds le vieux docteur Khatib, qui s'affiche pourtant aux côtés du roi. « J'ai alors estimé et j'estime encore que l'Intérieur n'a pas à se mêler des affaires internes d'un parti politique qui a toujours conservé son indépendance. [...] On ne peut pas obliger un parti politique à suivre les ordres de l'Intérieur. Il ne faut pas tromper le peuple. Nous sommes là comme la Constitution le demande, qu'on nous laisse travailler librement, qu'on nous fiche la paix¹⁰. »

Ostracisé, affaibli et soucieux de ne pas être dissous, le PJD est contraint d'attendre des jours meilleurs et de faire le dos rond. Il est de surcroît contraint de multiplier les concessions prouvant qu'il mérite sa place dans le système politique marocain. Ses responsables avalent d'énormes couleuvres royales, validant par exemple la loi antiterroriste de mai 2003. Ironie du sort, celle-ci est pointée du doigt par des ONG internationales de défense des droits de l'homme comme Amnesty International et Human Rights Watch, en raison des graves abus dont ont été victimes des... islamistes. Mais surtout, lors des élections communales de 2003, le parti ne se présente que dans moins de 20 % des circonscriptions. Dire qu'il comptait sur ce scrutin pour aborder les législatives de 2007 en position de force !

Le PJD se réforme également en profondeur. Lors de son cinquième congrès, en avril 2004, le rassurant Saâd Eddine El-Othmani est élu secrétaire général. Psychiatre de formation, également diplômé en théologie et père de trois enfants, cet islamiste bon ton et très BCBG présente un

⁹ *Le Journal hebdomadaire*, 13-19 décembre 2003.

¹⁰ *Ibid.*

avantage : « Il est lisse comme un galet ¹¹. » « Lorsqu'il accompagnait le docteur Khatib avant que ce dernier ne passe la main, il n'était pas rare qu'on le prenne pour son chauffeur ! » s'exclame un observateur qui l'a un temps côtoyé.

À l'image de son nouveau secrétaire général, le parti se fait consensuel. Il lâche du lest sur tous les dossiers : la réforme de la *Moudawana*, le code de statut personnel, l'accord de libre-échange conclu avec les États-Unis... Il réitère son attachement à la Commanderie des croyants et à l'intégrité territoriale du Maroc. Le Palais ne pouvait en espérer autant. Il tient enfin un parti islamiste fréquentable à tous points de vue... et sait le récompenser comme il se doit. C'est en tout cas ce que laisse entendre une autre note du ministère français de la Défense du début des années 2000. Le numéro deux de la DST marocaine, Noureddine Benbrahim, y raconte que « le Palais a donné des instructions en vertu desquelles des appels d'offres en matière de BTP soient accordés à des sociétés appartenant au PJD ¹² »...

11 Thierry OBERLÉ, « La poussée inquiétante des islamistes marocains », *Le Figaro*, 19 septembre 2006.

12 Cette note du ministère de la Défense français apporte également quelques précieux renseignements sur certaines sources de financement du PJD. À prendre toutefois avec des pincettes. Selon Noureddine Benbrahim, le parti islamiste « recevait depuis longtemps des aides de fonds koweïtiens et saoudiens. [...] Une grande partie de leur financement provient des hommes d'affaires, des commerçants résidant à l'étranger, plus particulièrement en Europe. Parmi leurs bailleurs de fonds à l'intérieur du pays, figure X., patron [d'une] puissante holding [...], ainsi que le réseau d'épiciers berbères réparti dans les grandes villes ». Toujours selon cette note, le PJD aurait entretenu des relations avec le régime de Saddam Hussein, en Irak : « Le PJD a de très bonnes relations avec le régime irakien, malgré ses critiques à son égard lors de l'invasion du Koweït. L'Irak a réglé la grosse partie de sa dette à des fabricants de textile marocains. Ce règlement est passé par le PJD. Bagdad achète par le

Un programme dégoulinant de bonnes intentions

Trois ans après les attentats du 16 mai 2003, la stratégie d'effacement du PJD a fini par payer. Alors que le Maroc entre laborieusement en campagne électorale – des législatives sont en principe programmées pour 2007, dont la date exacte n'est pas fixée –, les islamistes sont revenus sur le devant de la scène. Mieux, ils sont passés du statut de pestiférés à celui de formation politique courtisée.

En novembre 2005, le PJD s'offre le luxe de s'allier à un petit parti libéral, les Forces citoyennes. Celui-ci est dirigé par un ancien président de la CGEM, l'équivalent marocain du Medef. Les deux formations politiques signent même un accord de partenariat dont le but est d'« activer les initiatives politiques à même de relever les défis qui se présentent à l'échelle nationale et internationale ». Abderrahim Lahjouji, l'ex-patron des patrons marocains, ne tarit plus d'éloges sur ses nouveaux alliés et déclare à leur sujet : « Ce sont des gens sérieux. Ils ne remettront pas en cause les grands choix économiques, car ils savent que le Maroc doit réussir son intégration dans la mondialisation. Et ils sont sans doute plus à même que d'autres de conduire les couches populaires vers la modernité, parce que plus crédibles et plus accessibles aux yeux de celles-ci que la minorité occidentalisée ¹³. » Un an plus tard, l'attractivité qu'exerce le PJD n'a en rien diminué, au contraire. Surtout aux yeux de l'opinion publique. Deux sondages réalisés par un institut américain courant 2006 et à six mois

bials de l'accord "Pétrole contre nourriture" des marchandises aux hommes d'affaires proches du parti. »

13 *L'Express*, 13 avril 2006.

d'intervalle sont aussi formels que des sondages peuvent l'être : si des élections législatives ont lieu « demain » au Maroc, le PJD remporte la majorité absolue au Parlement. Mieux, il creuse un sacré écart avec les autres partis politiques traditionnels.

Il faut dire que, dans ses méthodes de travail, le parti islamiste a toujours pris soin de se différencier des autres grandes formations du royaume et de leur laisser-aller. Ses comptes sont audités chaque année, ses congrès se tiennent à intervalle régulier et les mandats de ses dirigeants sont limités dans le temps. Une exception... Les députés PJD passent en outre plus de temps dans leur circonscription que dans la capitale. Ils se sont même lancés dans d'audacieux *road shows* à travers tout le pays pour rencontrer les électeurs. À les entendre, ils attireraient les foules « venues voir ces députés arrivant de Rabat alors qu'elles n'ont jamais aperçu leurs propres représentants ». « Au Maroc, le bilan des politiciens est décevant, car le quotidien des gens n'évolue pas. Le PJD est arrivé au moment où les Marocains ne se projetaient plus dans la classe politique. Nous mettons aussi en exergue notre histoire, notre religion et la lutte contre la corruption », nous explique ainsi posément Abdelkader Amara, vétérinaire, brillant député et membre du secrétariat général du PJD¹⁴. À entendre le député, la solide assise électorale dont jouit son parti s'expliquerait donc en partie par l'incompétence notoire de ses concurrents politiques.

Conscient qu'il est capital de présenter un visage avenant et rassurant à la communauté internationale, et notamment aux États-Unis, le PJD prend soin d'afficher un programme politique dégoulinant de bonnes intentions,

que nous détaille Abdelkader Amara : « L'un des axes principaux en est la justice. La justice sociale d'abord. Six millions de Marocains vivent avec moins d'un dollar par jour. Nous voulons mettre en place une économie de marché solidaire, où l'État garantit aux citoyens un minimum de dignité. La justice entre les régions, maintenant : certaines n'ont pas accès à l'eau potable alors qu'à Casablanca les piscines sont remplies avec de l'eau du robinet. Le système judiciaire, ensuite : il est pourri. Le PJD veut ériger un pouvoir judiciaire indépendant et propre. Enfin, nous voulons assainir l'administration. Trop lourde et corrompue, elle fait peur aux Marocains, qui peuvent perdre leurs droits à tout moment. »

Autre thème cher au PJD, le « développement global », qui passe par la mise à niveau des grands secteurs de l'économie. Là, le discours se fait moins percutant, plus flou : « Les entreprises du domaine énergétique manquent de visibilité, car elles n'intègrent pas que le libéralisme se développe au Maroc. L'agriculture est encore vivrière et doit le rester jusqu'à ce que nous trouvions une alternative. L'industrie du tourisme ne doit pas se développer au détriment de nos enfants. Le tourisme sexuel est aujourd'hui toléré et c'est inacceptable », continue Abdelkader Amara, qui fait référence aux scandales pédophiles impliquant des étrangers, notamment à Marrakech et Agadir. Pour remédier à cette situation peu reluisante, le député du PJD estime que l'on doit s'éloigner de l'orthodoxie budgétaire prônée par le FMI et la Banque mondiale : « 65 % du budget de l'État est affecté à son propre fonctionnement. Je dis oui à l'accroissement de ce budget si on investit dans l'économie et si on réduit le train de vie de l'État. Les effectifs de l'administration sont trop nombreux. Pendant des années, on a entassé les gens par clientélisme. À l'époque de la mondialisation, on ne peut

14 Entretien avec l'un des auteurs, 18 mai 2006.

plus avoir des fonctionnaires fantômes et d'autres qui exigent des pots-de-vin au vu et au su de tous. »

Sans surprise, le PJD se proclame haut et fort en faveur de la démocratie, car « elle est compatible avec l'islam, puisqu'on n'y gouverne pas au nom de Dieu ». Le parti est également partisan d'une réforme constitutionnelle et d'une redéfinition des prérogatives du monarque, vieux serpent de mer marocain : « Nous ne voulons pas que les conseillers du roi s'occupent du pays, car ils ne sont pas élus. Nous pensons qu'il faut accroître les prérogatives du Premier ministre. Je vois le roi comme un arbitre, un garant. La société marocaine se déchire encore sur des thèmes religieux ou tribaux et a besoin de cet arbitre. Ces réformes prendront du temps et doivent être menées par les partis politiques. Mais avant, il faut qu'ils balayent devant leur porte. Certains n'ont pas tenu de congrès depuis dix-huit ans et ne savent pas ce qu'est la transparence financière. »

En parallèle, le PJD se positionne comme un parti à « référentiel islamiste ». Il faut tout de même se distinguer de la concurrence... À ce titre, il réclame la suppression partielle des intérêts dans l'octroi de microcrédits car, « dans l'islam, l'argent n'est pas vendu comme argent ». Ce positionnement stratégique lui permet aussi de toucher sa masse électorale, « analphabète, populaire et arabophone », pour reprendre les termes du député. « Lorsqu'on traite des bienfaits de la lutte contre la corruption, par exemple, les gens comprennent mieux quand on fait référence au Prophète qu'aux Nations unies », illustre-t-il, clin d'œil à l'appui. Derrière ce discours teinté d'opportunisme, le PJD prêche également la moralisation des mœurs, même s'il s'est fait plus discret sur la question depuis 2003.

« Aussi paradoxal que cela puisse sembler, ce parti est plus rigoriste que Justice et Bienfaisance », estime-t-on à la

Direction aux affaires stratégiques (DAS) du ministère français de la Défense. Ses membres les plus durs se fendent à intervalle régulier de sorties médiatiques explicites. À l'été 2000, le PJD s'en est ainsi pris aux comportements sur les plages, jugeant qu'ils « défient la morale, les mœurs générales et contredisent les jugements de la religion islamique et de ses valeurs ». En 2002, ce sont les nombreux festivals musicaux du Maroc, rares moments de loisirs gratuits, qui attirent ses foudres : organisés par des « modernistes », ils favoriseraient la « débauche ». Même réaction en mai 2006, lors de la sortie du film *Marock*, de Laïla Marakchi, énorme succès commercial. Celui-ci raconte l'histoire d'amour torride entre deux Marocains de la jeunesse dorée, une musulmane et un juif. À défaut d'avoir obtenu son interdiction, le PJD a appelé au boycottage et a même caressé l'idée d'organiser des manifestations devant les salles de cinéma. S'il parvient un jour au pouvoir, les premiers à s'en rendre compte seront certainement les touristes français, si nombreux chaque année à passer leurs vacances au Maroc...

Le double discours du PJD lui permet de rassembler une base électorale aussi large qu'hétéroclite, qui se compose néanmoins d'une majorité d'urbains, de jeunes et de personnes ayant suivi des études¹⁵. Il lui sert également à brasser sur les terres de l'Istiqlal ou sur celles de Justice et Bienfaisance et à attirer de nombreux déçus du système.

15 Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains*, op. cit.

Législatives 2007 : danger !

À l'approche des législatives en principe programmées pour la fin 2007, la fameuse base « flottante » du PJD est devenue l'objet de toutes les convoitises, de tous les fantasmes électoraux. Alors que, à l'automne 2006, les partis politiques affûtaient leurs stratégies en vue du scrutin, le PJD était confronté à un vrai dilemme : devait-il ou non se présenter dans toutes les circonscriptions ? En interne, comme d'habitude, les avis divergeaient : « Pour le moment, nous voulons nous présenter partout. Mais le choix final sera effectué lors de notre Congrès national, courant novembre 2006, nous déclarait, très prudent, le député Abdelkader Amara en octobre 2006¹⁶. S'il le veut, le pouvoir a les moyens de nous limiter. Par exemple, à ce jour, on ne connaît toujours pas le mode de scrutin ni le seuil de représentativité. Nous sommes aussi totalement démunis face à l'utilisation de l'argent lors d'élections, comme cela a été le cas en septembre 2006 pour le renouvellement du tiers de la Chambre des conseillers¹⁷. »

Le député PJD Mustapha Ramid considère quant à lui que son parti doit de nouveau faire preuve d'autorégulation : « Ce serait une catastrophe pour nous comme pour le

pays que d'arriver au gouvernement ! Nous sommes le dernier espoir de la population marocaine. Or, dans la situation constitutionnelle et institutionnelle actuelle, ni le Premier ministre ni le gouvernement ne peuvent appliquer un programme. Nous sommes dans une monarchie exécutive où le roi gouverne. Pour y aller, il faut d'abord que celui-ci et les partis politiques s'entendent sur un changement constitutionnel nous permettant d'évoluer vers un système démocratique¹⁸. »

Malheureusement pour M. Ramid et ses amis, la monarchie tarde à se réformer... Malgré les beaux discours, la fonction première du gouvernement comme du Parlement reste d'entériner les décisions royales. En octobre 2006, le quotidien *Le Matin du Sahara*, porte-parole officieux du Palais royal, expliquait ainsi froidement : « Encore une fois, c'est un discours de Mohammed VI qui fixe les règles du jeu politique. À l'occasion, vendredi, de l'allocution devant le Parlement, les partis, les élites ainsi que tous les acteurs engagés dans la modernisation de la société marocaine, ont été fermement invités par le Souverain à prendre leurs responsabilités pour réussir les prochaines échéances électorales. Une mise à niveau s'impose afin que la voie démocratique choisie par le Maroc soit consolidée¹⁹. » L'incompétence et les mœurs politiques des partis ont décidément bon dos...

Dix ans après sa création, la terre promise et démocratique du PJD reste un mirage évanescent. Ses ténors en prennent acte, mais se gardent de se prononcer sur une question cruciale : de guerre lasse, une partie des électeurs ne risquent-ils pas d'aller voir ailleurs ? Écœurés par le

16 Entretien avec l'un des auteurs, 9 octobre 2006.

17 Le Maroc est doté d'un système parlementaire bicaméral : une Chambre des représentants où siègent les députés, élus au suffrage direct, et une Chambre des conseillers où les membres sont désignés par un corps de grands électeurs. En septembre 2006, un tiers des conseillers ont été renouvelés et, mystérieusement, aucun membre du PJD n'a obtenu de siège. En effet, le parti islamiste se refuse catégoriquement à acheter des voix et il est de notoriété publique que l'argent a alors coulé à flots... D'ailleurs, à la mi-octobre 2006, soixante-sept personnes étaient poursuivies par le parquet pour « corruption, obtention et tentative d'obtention des voix d'un ou de plusieurs électeurs en contrepartie de présents ou de dons dans l'objectif d'influer sur leur vote ».

18 Entretien avec l'un des auteurs, 10 octobre 2006.

19 *Le Matin du Sahara*, 15 octobre 2006.

système partisan, qui peut garantir qu'ils ne choisiraient pas les islamistes de Justice et Bienfaisance ? Fort de plusieurs dizaines de milliers de militants, on l'a vu, ce mouvement possède un atout majeur : il ne s'est jamais compromis avec le pouvoir. Il ne dispose d'ailleurs même pas de l'autorisation de se constituer en parti politique.

Au-delà des législatives de 2007 – que nombre d'observateurs considèrent, sans doute naïvement, comme les dernières où l'on peut empêcher les islamistes d'arriver au pouvoir par les urnes –, il ne fait guère de doute que la partie ne se joue plus qu'entre trois acteurs : le Palais, le PJD et Justice et Bienfaisance. Conséquence, qu'indiquait fort lucidement à l'automne 2006 un excellent rapport du *think tank* américain Carnegie Endowment for International Peace : « La perception que le PJD a été coopté par le pouvoir pourrait lui faire perdre le soutien de nombreux Marocains qu'il attirait, non pas parce que c'est un parti islamiste, mais parce qu'ils croyaient que c'est le seul parti honnête au Maroc, qui ne soit pas tenu par des compromis avec le Palais²⁰. »

De fait, avec l'incompétence de nombreux acteurs de la vie publique marocaine, la malhonnêteté, on va le voir, est sans conteste le frein majeur au développement économique du royaume et l'une des raisons majeures de l'audience accrue des islamistes.

II

Chronique d'un désastre annoncé

20 Marina OTTAWAY et Meredith RILEY, « Morocco : from top-down reform to democratic transition ? », *Carnegie Papers*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC, septembre 2006.

Un « royaume en mouvement »

En 2006, certains hommes du Palais se sont efforcés de vendre à l'Occident, et surtout à la France, l'image d'un « royaume en mouvement ». Joli concept, qui a fait par exemple en mars la couverture du *Nouvel Observateur*¹, grâce sans doute à l'activisme d'un communicant français fraîchement sollicité par le gouvernement marocain, Olivier Le Picard – P-DG d'une petite société honorablement connue sur la place de Paris, Communication & Institutions, « cabinet conseil spécialisé en lobbying et en affaires publiques, [qui] conseille depuis plus de vingt ans les entreprises, les organisations professionnelles, les collectivités territoriales et les États² ». Depuis des années, Laurent Jofrin, patron de la rédaction du *Nouvel Obs*, et Olivier Le Picard font souvent du bateau ensemble, ce qui forge une

1 « Spécial Maroc. Portrait d'un royaume en mouvement », *Le Nouvel Observateur*, 9-15 mars 2006.

2 <www.cominst.com>.

amitié. Une proximité qui a peut-être contribué à la présentation sous son meilleur jour, en une du *Nouvel Observateur*, de la situation bien anémiée du royaume³.

Lorsque Olivier Le Picard – qui, dans ses activités de lobbyiste, a notamment défendu le régime colombien et le groupe de cigarettes Philip Morris – se rend à Rabat au printemps 2006 pour rencontrer ses commanditaires, le ministre délégué à l'Intérieur Fouad Ali El Himma – homme fort du régime de « M6 » dont nous aurons l'occasion de reparler – et le patron de la télévision publique Fayçal Laraïchi, son discours est bien rodé. L'image du royaume en France, leur explique-t-il, ne souffre d'aucun nuage. Les oppositions ne seraient plus le fait que de quelques écervelés, journalistes au *Monde* ou au *Canard enchaîné*, ou d'altermondialistes en rupture de ban.

L'illusion de l'embellie de 2006

« Monsieur Bonnes Nouvelles », Olivier Le Picard propose un argumentaire impeccable, fort éloigné des réalités marocaines. Ce brillant communicant a ainsi expliqué à l'un des auteurs de ce livre qu'une génération plus jeune a pris les commandes au Maroc, que l'ère des prébendes a

cessé, que le régime est décidé à assainir les traditions corrompues des passations de marché : « Aux boîtes françaises de comprendre que la donne a changé et que désormais des appels d'offres sont passés, le gré à gré est terminé⁴. »

Dans ses bagages, cet habile homme a emmené au Maroc Emmanuel Todd, le célèbre démographe et universitaire qui avait soufflé à Chirac en 1995 l'idée judicieuse de faire campagne sur la « fracture sociale ». Aidé d'un universitaire marocain, Todd a démontré dans un dossier d'une cinquantaine de pages que les fondamentaux du Maroc en matière démographique étaient en train de basculer dans le bon sens⁵. Ainsi l'indice de fécondité a chuté, ces dernières années, de façon manifeste. Une certaine régulation des naissances s'est progressivement imposée, notamment, expliquent les deux chercheurs, à l'initiative des hommes plus que des femmes⁶.

Tout irait donc pour le mieux au royaume enchanté. Il faut dire qu'Olivier Le Picard, efficace lobbyiste, a eu la chance d'être servi en 2006 par une conjoncture particulièrement favorable. Le Maroc a en effet connu une réelle embellie économique. La croissance annuelle de l'économie flirte alors avec les 7 %, grâce notamment à une pluviométrie favorable et à de bonnes récoltes. Autre motif de satisfaction, les investissements du Golfe continuent à affluer. Avec une douzaine de milliards de dollars de projets

3 Grâce à l'offensive de la rédaction de l'hebdomadaire, et notamment du service étranger qui avait été tenu à l'écart de la fabrication de ce supplément, dont 20 000 exemplaires devaient être vendus au Maroc, Laurent Joffrin a pris l'initiative tardive d'envoyer deux journalistes enquêter sur la situation politique et sociale du royaume marocain. Les articles de Sarah Daniel et de Farid Aïchoune ont permis à ce supplément de rendre compte avec une certaine rigueur journalistique des réalités marocaines. Surpris par le contenu final du supplément qui n'était pas celui qui avait été annoncé, le régime marocain devait finalement empêcher la diffusion à grande échelle de l'hebdomadaire.

4 Un des auteurs a rencontré plusieurs fois Olivier Le Picard en 2005 et 2006, dont une fois en présence de Fayçal Laraïchi.

5 Le rapport Todd n'a malheureusement pas été rendu public. Olivier Le Picard en a livré quelques bribes aux auteurs.

6 Ce qui est aussi le cas, dans une moindre mesure, en Algérie, où l'urbanisation massive, la crise du logement et la difficulté à joindre les deux bouts ont provoqué une chute des naissances, et cela souvent à l'initiative des hommes.

d'investissements, l'émirat de Dubaï est en tête. Mais il faut compter aussi avec le Koweït, 5,7 milliards de dollars, le Qatar, plus d'un milliard de dollars, ou Abou Dhabi, un autre milliard.

Résultat, le marché de l'immobilier, pour lequel les investisseurs du Golfe ont une prédilection, est en ébullition. Soleil, proximité, facilités fiscales, accueil chaleureux, le Maroc est également plébiscité par quelque 40 000 Français qui se sont installés à Marrakech, Tanger ou Agadir, dont 4 000 d'entre eux pour y couler une paisible retraite. Et bénéficiaire, pour certains, d'un régime favorable de résident fiscal⁷. Partout, on achète, on construit et on rêve à un Maroc devenu la Californie de l'Europe : 5,4 milliards d'euros ont été investis dans l'immobilier pour la seule année 2005.

« Les investisseurs croquent Marrakech à pleines dents », note l'hebdomadaire marocain des « décideurs », *Challenge*. La capacité hôtelière de la « perle du Sud » s'est accrue de 20 % pour la seule année 2006, avec en chantier une vingtaine d'hôtels neufs ou refaits. Seul hic, la plupart des hôtels trois étoiles et un certain nombre de quatre étoiles ne répondent pas aux normes en vigueur, a constaté la commission de classement des établissements touristiques de Marrakech en septembre 2006 : conservation de produits alimentaires peu frais, possibilités d'explosions

7 En pratique, deux types de statut fiscal existent en effet au Maroc pour les étrangers. Car des décrets d'« exemption » fiscale auraient institué un autre régime, totalement exorbitant, du droit commun de résident fiscal marocain : ils permettent à deux cents ou trois cents privilégiés de bénéficier d'une exonération d'impôts générale et d'une libre circulation de capitaux et d'espèces entre le Maroc et l'étranger. Certains princes du Golfe et d'Arabie, ainsi que leurs familles, bénéficient de ces décrets, mais aussi quelques Français particulièrement choyés, dont, notamment, un écrivain et un industriel.

liées aux chaudières ou aux climatiseurs⁸. Sans parler du risque d'attentat. Notons que les grandes sociétés de promotion immobilière n'investissent pratiquement aucun budget dans la sécurisation des installations hôtelières. « Compte tenu de la présence islamiste au Maroc, note un ancien patron de la DST reconverti dans une officine privée, cette négligence des groupes immobiliers peut se payer un jour très cher. »

Même le FMI, qu'on a connu plus critique envers le Maroc, donnait quelques bons points au bon élève de Rabat. « L'ambitieux programme de réformes mis en œuvre par le Maroc depuis dix ans commence à porter ses fruits, lit-on dans le rapport publié en 2006. Les fondamentaux de l'économie se sont considérablement renforcés dans la libéralisation du commerce, le renforcement du secteur financier, les privatisations et l'ouverture du secteur des télécoms. » Excès d'optimisme ? Sans doute. Ce que le FMI ne dit pas, en effet, c'est que si les pluies n'avaient pas été au rendez-vous dans un pays où presque la moitié de la population vit de la terre, la croissance ne dépasserait pas les 3 %. On ne proclame pas plus que les investissements du Golfe dans l'hôtellerie créent *in fine* peu d'emplois et provoquent de gigantesques problèmes d'adaptation de l'économie marocaine, en matière d'approvisionnement en eau et électricité. Dernier oubli, le Maroc a tendance à vendre de la terre à bas prix aux émirs du Golfe, comme il a bradé un certain nombre d'entreprises nationales aux Français dans les années récentes.

Ce qu'oublie également un peu vite nos propagandistes, ce sont les analyses pessimistes du FMI des années précédentes. Les experts de Washington l'ont dit et redit à

8 Voit *Challenge hebdo*, 9-15 septembre 2006.

leurs interlocuteurs marocains, comme lors de la visite le 28 février 2005 de Rodrigo de Rato, directeur du FMI : la croissance annuelle moyenne de l'économie depuis dix ans, inférieure à 3 %, n'est pas assez soutenue pour réduire les poches de pauvreté et de chômage. Les agences de notation internationales comme Standard and Poor's restent très sévères envers le Maroc : flexibilité fiscale limitée, endettement trop élevé, indicateurs sociaux catastrophiques. Autant de réflexions reprises, en avril 2006, dans un rapport de la Banque mondiale. Le Maroc est un pays qui va bien, mais qui ne sort pas de l'ornière : « La problématique de la croissance au Maroc reste une énigme⁹. » Et ce rapport de regretter que l'économie marocaine manque d'un « leadership politique cohérent et consistant dans la durée ».

Le mirage libéral

Plus généralement, les experts du FMI ne parlent pas toujours d'or. Et l'ouverture à la mondialisation qu'ils préconisent n'est pas nécessairement une panacée, comme le montre le secteur du textile, un des points forts du royaume. Le Maroc s'est engagé, comme d'autres, dans la politique de libéralisation préconisée par le FMI et la Banque mondiale, même si c'est de façon prudente¹⁰. Mais depuis la fin du

système des quotas d'importations pour le commerce mondial du textile, le 1^{er} janvier 2005, le royaume semble incapable de réagir à la concurrence chinoise.

La France, premier débouché, ne résiste pas. Pour les experts de l'Institut français de la mode (IFM), le textile marocain est simplement trop cher. À terme, un tiers des emplois dans ce secteur risquent d'être profondément affectés. La différence pour un simple T-shirt est de l'ordre de deux dollars. « C'est de la faute de nos entrepreneurs, souligne un diplomate marocain, ils ont engrangé des bénéfices pendant des années en sachant que l'Europe était un marché protégé. Ils savaient bien que les quotas allaient disparaître, mais ils n'ont pas agi en conséquence¹¹. »

En quittant les cimes macro-économiques et en plongeant dans des analyses plus serrées des réalités économiques et sociales, l'ensemble des experts se montrent très pessimistes. En 2005, le PNUD classait le Maroc au 124^e rang mondial derrière l'Algérie, la Tunisie ou l'Égypte¹². Le pays avance peut-être à pas comptés sur le plan économique, mais il régresse socialement. Et le grand programme de mise à niveau sociale lancé dans trois cent soixante communes par le roi durant l'hiver 2006 n'y peut rien, une grande partie de la population, notamment dans les campagnes, vit dans la misère. Ce que, dans la note fort instructive rédigée en février 2006 que nous avons déjà citée, l'ancien diplomate Denis Bauchard recense de façon fort instructive : « Le Maroc, écrit-il, doit faire face à des défis majeurs, beaucoup plus importants que ceux auxquels

9 *Royaume du Maroc. Mémoire économique pays. Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité*, rapport de la Banque mondiale n° 32948-MOR, 14 mars 2006.

10 Le FMI et la Banque mondiale constatent que le régime marocain de droits de douane est le troisième le plus restrictif dans le monde. En clair, l'économie marocaine resterait surprotégée, avec des taux de douane moyens de 52 % : selon nos experts, autant de « blocages du processus de transformation structurelle du secteur privé ». Ainsi, entre 2001 et 2004,

les exportations marocaines ont progressé de 2 % par an, contre 29 % pour la Roumanie, 25 % pour la Turquie, 14 % pour l'Égypte.

11 Entretien avec les auteurs, printemps 2006.

12 PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 2005*.

la plupart des pays arabes ont à faire face. Parmi ceux-ci, plusieurs méritent d'être signalés.

« La pauvreté : le revenu par habitant n'est que de 1 400 dollars, soit quinze fois moins que l'Espagne qui est à quelques kilomètres des côtes marocaines. Cette moyenne cache un écart considérable entre une minorité très opulente et une large part de la population qui habite le monde rural et les bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations : 40 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour.

« L'ampleur du taux d'analphabétisme : il est en moyenne pour les adultes de plus de quinze ans de 51 %. [...]

« Une croissance économique fortement dépendante de l'agriculture : celle-ci est encore faiblement mécanisée, [...] fortement dépendante d'une pluviométrie capricieuse et en baisse tendancielle.

« Une population en forte croissance même si celle-ci se ralentit, avec un indice de fécondité qui ralentit, mais reste encore de 2,4 enfants par femme.

« L'importance du taux de chômage réel : il est bien supérieur au taux officiel (11 %), biaisé par un mode de calcul contestable ; [...] 10 % seulement des 500 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail trouvent un emploi réel.

« La forte pression migratoire. [...] Ainsi, actuellement, trois millions de Marocains résideraient à l'étranger, renvoyant chaque année 2,5 milliards de dollars.

« La pesanteur sociale : la population commence à être imprégnée d'un islam de plus en plus influencé par des mouvements islamistes radicaux.

« La corruption : selon les représentants locaux de Transparency International, la corruption reste profondément

ancrée dans la société marocaine et ceci à tous les niveaux. Le pays est classé au 77^e rang sur 145 pays. »

Le sombre diagnostic de Michel Charasse

Dès 2001, le sénateur socialiste Michel Charasse pondait un petit rapport d'une centaine de pages, injustement passé inaperçu, où il développait des analyses plus que pessimistes sur le Maroc : « L'impression laissée par une mission très courte et limitée en outre pour l'essentiel à Rabat, avec une brève incursion à Casablanca, est mitigée. Certes, sur la longue période, le pays a connu des avancées significatives en matière de démocratisation, de libertés publiques, de droits de l'homme et d'ouverture économique. À son arrivée au pouvoir, le jeune roi Mohammed VI a clairement conforté cette évolution¹³. » Mais, sur le plan économique, le bilan est plus que négatif : « Comparée à ses voisins, notamment à la Tunisie, l'économie marocaine piétine. Au cours de la dernière décennie, la croissance du PIB a été constamment inférieure à 3 %, à l'exception notable de l'année 1998 : 6 %. En 1999, elle a été nulle. [...] Les réformes structurelles engagées au cours des années 1980 ont marqué le pas au cours de la décennie suivante. »

Plus cruellement, l'ancien familier de Mitterrand notait : « Pour l'essentiel, aucun des facteurs de nature à encourager le développement des investissements domestiques comme étrangers n'est encore acquis : réforme de l'administration, renforcement de la transparence, édition de

13 Michel CHARASSE, *Bilan de la coopération avec les États du Maghreb : une « rénovation » justifiée*, Rapport du Sénat, commission des finances, n° 83, 2000-2001.

règles du jeu claires, constantes et officialisées... » Et d'ajouter, assassin : « Globalement, le pays est plus proche d'un pays moins avancé d'Afrique subsaharienne que d'un pays à revenu intermédiaire méditerranéen. Même si aux abords de Rabat et de Casablanca, et le long des principaux axes routiers, les bidonvilles sont soigneusement dissimulés derrière de hautes barricades de tôles ondulées, à peine éventrées ici et là, la misère et les inégalités sont profondes et flagrantes. » Et de conclure : « Or, face à une telle situation, la dépense publique marocaine consacrée aux secteurs sociaux est nettement plus faible au Maroc (12 % du PIB) que chez ses voisins méditerranéens, dont la Tunisie, le Portugal ou la Grèce (environ 20 %). En fait, si le partenaire français traditionnel continue de faire preuve d'un solide optimisme, le rapporteur spécial de la commission des finances a été frappé par le pessimisme profond qui caractérisait les entretiens qu'il a eus avec les représentants de la Banque mondiale d'une part et de l'Union européenne d'autre part. »

Sombre tableau. Les analyses que peut distiller l'ancien ministre de l'Intérieur et âme damnée d'Hassan II pendant un quart de siècle, Driss Basri, n'incitent pas davantage à l'optimisme. Depuis sa brouille avec « M6 », qui l'avait amené à se réfugier à Paris en 2004, où il dut attendre dix-huit mois la régularisation de ses papiers, ce monstre sacré du théâtre politique marocain répand son venin. Il est même devenu, en privé, un des plus féroces contempteurs du régime – sans jamais, toutefois, mettre en cause la personne du roi ¹⁴.

14 L'accord financier qui a été conclu courant 2005 entre le Palais et Driss Basri (via le frère du roi, Moulay Rachid, et son propre fils, deux amis d'enfance) est sans doute pour beaucoup dans cette réserve.

« Sous le règne d'Hassan II, nous a-t-il expliqué, le FMI avait demandé au Maroc de fermer les robinets. Cela nous a coûté très cher, notamment avec les émeutes à Casablanca et dans le Rif au début des années 1980, conséquences directes des plans d'ajustement structurel. "Le pays risque désormais une crise cardiaque", avait prévenu Hassan II. Mais aujourd'hui il n'y a plus rien à gratter, plus rien à privatiser. Le Maroc gère les choses à la petite semaine. Les relations du royaume avec le Golfe et l'Arabie saoudite, autant de pourvoyeurs de fonds, sont devenues difficiles. Résultat, il va falloir procéder à un nouvel ajustement, alors que le travail avait déjà été fait sous Hassan II ¹⁵. »

La vision du règne précédent est un brin idyllique, ce qui est normal chez le plus fidèle serviteur d'Hassan II ; mais l'ensemble de son analyse reste pertinente, rejoignant les savantes études du FMI ou des consultants de McKinsey.

Les révélations explosives du cabinet McKinsey

Les études essentiellement macro-économiques du FMI et la Banque mondiale se penchent peu sur l'état réel de l'industrie du pays. Ce qu'a fait en revanche, en détail, le célèbre cabinet américain McKinsey, après avoir été mandaté en 2004 par le gouvernement de Sa Majesté pour réaliser une « étude stratégique » de la politique industrielle marocaine. Une vingtaine de têtes d'œuf se sont mises à l'ouvrage. Le résultat, remis en mars 2005, est édifiant : douze volumes de chiffres et de tableaux, pratiquement

15 Entretien avec les auteurs, septembre 2005.

sans la moindre trace d'optimisme ou lueur d'espoir. « Avec le baril à 55 dollars, la sécheresse qui persiste et la mondialisation qui s'accélère, explique un de ces experts, la monarchie n'a plus aucun avantage comparatif dans le moindre secteur industriel. »

La presse marocaine n'a pu rendre compte que d'un digest, presque anodin, de ce rapport. L'essentiel, et le plus dévastateur, est resté bien à l'abri dans les coffres des ministères. Mais nous avons pu feuilleter ces volumes austères. La lecture en est aride mais le sens clair, trop clair : emportée par la tornade de la mondialisation, la maison Maroc prend l'eau de partout. Recensé en une « synthèse des principales problématiques », le florilège des insuffisances du royaume reste fort instructif : « approvisionnement irrégulier et insuffisant en matières premières compétitives » ; « tissu d'acteurs très fragmenté et composé d'entreprises de petite taille » ; « déficiences au niveau des infrastructures » ; « innovation et développement de nouveaux produits quasiment inexistant » ; « investissements limités au niveau des équipements » ; « efforts et moyens de commercialisation des produits limités » ; « promotion et accès aux marchés déficients » ; « déficit de compétitivité au niveau des infrastructures » ; « lutte contre l'informel non optimale ».

Il faut agir, et vite, expliquent les experts au sang froid de McKinsey. Et de préconiser la création d'îlots de développement qui prendraient la forme de vastes zones franches, consacrées à la sous-traitance de l'économie européenne pratiquée sur une grande échelle. « Le potentiel unique du Maroc, écrivent ces experts, est d'être situé à quatorze kilomètres de l'Union européenne. » Bas salaires et droits sociaux inexistant, le tour est joué. À l'image des *maquiladoras*, ces usines créées à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Un autre rapport ultraconfidentiel, toujours signé McKinsey, sur la région agricole de Souss-Massa, montre que la surexploitation de la nappe phréatique risque de poser de très graves problèmes à l'agriculture. Les emplois de près de 110 000 ouvriers agricoles seraient en jeu.

Des analphabètes à la pelle

C'est en matière d'enseignement que le diagnostic est le plus sombre. Avec 55 % d'enfants seulement qui dépassent le cap de l'éducation primaire, le royaume est au même niveau que le Malawi (50 %), et loin derrière des pays comme le Bangladesh (70 %). Le gouvernement a bien adopté lors du budget 2004 des mesures pour favoriser la scolarisation. Mais ce sont seulement quelque 111 millions de dirhams (soit environ 10 millions d'euros) qui ont pu être alloués aux programmes destinés aux huit-seize ans, une goutte d'eau dans le désert de l'analphabétisme.

La Banque mondiale accorde une grande importance à la part du budget des États allouée aux études primaires. Or le Maroc est un des seuls pays à ne pas publier de chiffres à ce sujet, et il est de ce fait totalement disqualifié aux yeux des experts de Washington.

Le développement économique est aussi fonction de la capacité d'un pays à drainer des capitaux privés. Le délai nécessaire à la création d'une entreprise est un des critères retenus par le Millenium Challenge Account (MCA, dispositif d'aide économique mis en place par les États-Unis en 2004) pour juger de cette mobilisation. Au Canada, il faut deux jours pour démarrer une affaire et vingt-neuf au Bangladesh. Une étude menée par la Banque mondiale a

montré qu'au Maroc le délai moyen de création d'une entreprise est de... soixante-deux jours.

Dans l'agriculture, dont vivent encore 40 % des Marocains, la situation n'est pas plus brillante. En 1976, dans un livre qui a fait date, *Le Fellah, défenseur du Trône*, l'universitaire français spécialiste du Maroc Rémy Leveau décrivait l'alliance entre la monarchie et les populations rurales¹⁶. Fort pessimiste à la fin de sa vie sur l'avenir du Maroc, Rémy Leveau aurait peut-être modifié le titre de son ouvrage : *Le Trône, fossoyeur du fellah*. Parmi les innombrables difficultés que rencontre le pays, la plus évidente concerne en effet le monde agricole.

L'héritage d'Hassan II n'est pas glorieux, comme l'a rappelé le journaliste Ignace Dalle, auteur d'un excellent livre sur l'histoire de la monarchie, *Les Trois Rois*¹⁷. Créées dans les années 1970, la Société de développement agricole (SODEA) et la Société de gestion des terres agricoles (SOGETA) assuraient au départ la gestion de quelque 305 000 hectares. Ces domaines avaient été récupérés notamment sur les terres exploitées par les anciens colons, traditionnellement les plus fertiles. À partir du début des années 1990, les résultats des deux sociétés déclinent et les signes d'une crise structurelle sont visibles à l'œil nu : accumulation de dettes, gestion déliquescence, rentabilité en chute libre, management calamiteux, détournements de fonds, enrichissements illicites, négation des contrôles des tutelles¹⁸...

16 Rémy LEVEAU, *Le Fellah, défenseur du Trône*, Presses de la FNSP, Paris, 1976.

17 Ignace DALLE, *Les Trois Rois*, op. cit.

18 Seules les fermes intégrées aux domaines royaux ont été gérées avec un certain professionnalisme, dont on peut regretter qu'il n'ait pas fait école.

Avec les années, la superficie gérée par les deux sociétés d'État s'est réduite à moins de 125 000 hectares. Quelque 180 000 hectares ont été attribués généreusement par le régime à ses fidèles serviteurs¹⁹. Les heureux bénéficiaires se comptent par milliers, généraux, ministres ou hauts fonctionnaires. « La réduction du patrimoine foncier est liée à la distribution des terres sous forme de dons aux grands notables », note l'organisation Attac-Maroc.

La gestion de la SODEA, chargée plus particulièrement des domaines récupérés sur les ex-colons, a été confiée à un modeste ingénieur du génie rural, fils d'un humble babouchier de la Kissaria, connu dans sa jeunesse pour ses positions politiques radicales. Son ralliement au Makhzen lui a permis d'accumuler une fortune colossale. Il est devenu le principal actionnaire de la plus grande entreprise de transports en commun du Maroc, la CTM.

La SOGETA, chargée des terres non irriguées, avait été placée, elle, sous la responsabilité d'un autre ingénieur du génie rural, frère du cardiologue du roi abattu pendant les événements de Skhirat en juillet 1971. C'est au ministère de l'Intérieur que ce spécialiste de la chose rurale fit ensuite l'essentiel de sa carrière comme *wali* (préfet), jusqu'en juin 2005.

Conscients de l'ampleur des dégâts, les gouvernements successifs ont tenté de renflouer les caisses des deux sociétés. Désormais c'est leur survie qui est en cause. Le 26 mai 2003, un plan de sauvetage a été envisagé qui vise le désengagement de l'État. Des appels d'offres ont été lancés

19 C'est ainsi que Driss Basri s'est vu attribuer par Hassan II un magnifique domaine de 200 hectares entre Rabat et Casablanca. Des caisses de l'excellent vin qu'il produit sont envoyées chaque année à ses multiples amis français. Les Chirac ont droit, eux, à quelques pâtes de fruits de chez Fauchon...

en 2004 vers les investisseurs privés pour l'attribution (sous forme de location à long terme) de 85 000 hectares sur les 125 000 que possèdent encore les deux sociétés étatiques. Le reliquat, à savoir 40 000 hectares, resterait en réserve d'exploitation, l'idée étant de rechercher les semences sélectionnées et les plants certifiés permettant au Maroc d'assurer son autosuffisance alimentaire. Une mission stratégique de service public qui ne pourra être conduite que si la cession de terres est menée à bien. Le gouvernement a en effet besoin d'une enveloppe de 1,4 milliard de dirhams pour financer le départ de plus de 3 000 salariés agricoles dont la présence est devenue inutile et pour rembourser les dettes bancaires. Lesquelles ont d'autant plus gonflé que les deux sociétés recouraient à des crédits à la consommation, comme de simples particuliers, dont les taux atteignaient jusqu'à 18 %.

Des besoins de financement « exorbitants »

Le souverain marocain lui-même, Mohammed VI, dans un discours du 20 août 2003, évoquait la modernisation du Maroc comme un « processus long et ardu ». Dans un rapport interne au Palais sur les « fondements d'un projet de société démocratique et moderne », ses plus proches conseillers se livraient, en janvier 2004, à une analyse lucide des points faibles du royaume. Naturellement prudents, ils expliquaient d'abord que ces difficultés n'étaient « ni alarmantes ni insurmontables ». Mais ils étaient bien obligés de constater que, « dans le secteur de l'éducation, les déficits perdurent » et que, dans le secteur du développement spatial, « les disparités entre le monde rural et les

ville sont criantes (accès à l'eau, à l'électricité, à la santé et au savoir) ». Et ces experts de lâcher : « Les besoins en financement pour créer les infrastructures nécessaires sont exorbitants. »

Ensuite, l'entourage du roi constatait que le taux de chômage restait élevé (surtout parmi les jeunes diplômés) : « Cela surprend dans un pays jeune, écrivaient-ils, mais qui reste prisonnier d'un mal de développement. » Les compétences sont « saignées » par la fuite des cerveaux vers les pays du Nord, et cela « au détriment des besoins nationaux ». Et de conclure sur la panne de « leadership » : « L'élite, jugeaient-ils, n'assume pas encore suffisamment son rôle de locomotive du développement. » Et les « motivations d'ordre civique » sont largement inopérantes pour améliorer la situation. C'est sans doute le plus grave : comme nous allons le voir, la bourgeoisie marocaine ne croit plus vraiment à la capacité du système à se réformer. Elle vit, trop souvent, de prébendes et de sinécures.

Le royaume serait « en mouvement », comme le prétendent les propagandistes du régime ? Sans doute, mais la pente l'entraîne plus vers le bas que vers les cimes de la croissance et du développement durable, les seuls antidotes pourtant à la montée des forces du fondamentalisme musulman, unique horizon pour une jeunesse sans travail et sans avenir.

La corruption, un sport national

Plus qu'ailleurs au Maroc, la situation au nord du royaume est compliquée. La région pauvre et rebelle du Rif, longtemps délaissée par Hassan II, se consacre à la culture du cannabis depuis le xv^e siècle. Le Maroc est devenu le principal producteur et exportateur de kif dans le monde, comme l'a révélé en 2005 une enquête menée conjointement par le gouvernement marocain et l'ONUCD, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime¹.

La situation devient d'autant plus inquiétante que les grands cartels sud-américains de la cocaïne ont commencé à emprunter les routes du cannabis : au cours du premier semestre 2006, plus de quarante kilos de cocaïne pure ont été saisis par la police marocaine lors d'opérations menées à Oujda, Rabat et Casablanca². À l'origine de ces saisies

1 ONUCD et ROYAUME DU MAROC, *Maroc. Enquête sur le cannabis 2004*, mai 2005, <www.unodc.org/pdf/research/Morocco_survey_2004.pdf>.

2 Voir *Jeune Afrique*, n° 2373, 2-8 juillet 2006.

records pour le Maroc, l'arrivée clandestine de cocaïne dans le port mauritanien de Nouadhibou, par les soins d'une filière colombienne – les rapports entre Colombiens et Marocains sont d'ailleurs souvent sanglants (six assassinats pour la seule année 2006).

À qui profite le kif ?

Le cannabis brut, qui se présente sous forme d'herbe, est essentiellement destiné à la consommation locale. Le haschich, produit transformé, est réservé à la vente à l'étranger (il transite massivement par l'Espagne, avant d'être distribué dans l'ensemble de l'Europe). Sa production est surtout un moyen de survie. Dans le seul Rif, le cannabis représente jusqu'à 27 % de la surface agricole utile, soit 134 000 hectares. En 2003, au moment où l'enquête des Nations unies a été réalisée, la moitié du faible revenu annuel des deux tiers de la population rurale de cette région du Rif, soit 800 000 personnes, provenait de cette activité illicite.

Région montagnaise et rebelle, le Rif s'est heurté à l'indifférence du pouvoir central après l'indépendance. La densité de la population y est trois fois supérieure à celle du reste du pays, rendant hypothétique toute tentative de décollage. Les surfaces cultivées en cannabis augmentent chaque année, empiétant sur le domaine forestier. Ce déboisement illégal contribue à menacer l'écosystème de la région. Sans parler de l'érosion des sols usés par cette monoculture et dopés par une consommation d'engrais deux à quatre fois supérieure à celle en vigueur pour les céréales. Toute perspective de développement durable est ainsi menacée.

La production de cannabis reste tolérée par un régime qui ne parvient pas à sortir cette région de la pauvreté. Seules 800 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en 2002, dernier chiffre connu, pour 3 080 tonnes de production dans le seul Rif, soit 31 % du total mondial et 80 % de la consommation européenne.

L'ONU note qu'en 2003 aucune tentative d'éradication des cultures en question n'est venue des autorités marocaines. Le pouvoir garde sans doute un mauvais souvenir de ses combats passés en faveur de l'éradication. Peu après l'indépendance, en 1958, le gouvernement avait tenté d'interdire la production de cannabis dans le Rif. La répression avait été féroce, mais la culture s'était poursuivie.

Comment les habitants du Rif, sans terres ou presque et sans aides de l'État, auraient-ils pu renoncer à leur gagne-pain ? Le rendement du cannabis est sept à huit fois supérieur à celui des céréales cultivées dans les mêmes conditions (et douze à seize fois en cas d'irrigation). Le chiffre d'affaires de ce commerce illicite est estimé à dix milliards d'euros par an. Or le revenu du producteur n'est que de 267 dollars par an et par personne. Autant dire que l'exploitation de la drogue rapporte bien plus aux trafiquants qu'aux petits producteurs.

Longtemps, les autorités marocaines ont rabâché la même ritournelle : le trafic de cannabis est organisé par des mafias venues d'ailleurs, les pauvres paysans du Rif sont exploités par des intérêts étrangers. Cette fable a été mise à mal durant l'été 2006, comme l'a montré une enquête du journaliste marocain Ali Lmrabet publiée par le quotidien espagnol *El Mundo*³. Le patron de la sécurité des palais royaux, Abdelaziz

3 Ali LMRABET, « Les beaux jours du narcotrafic », *Courrier international*, 19 octobre 2006.

Izzou, a été arrêté puis destitué, après avoir été dénoncé comme un des principaux organisateurs du trafic de drogue à Tanger, où il avait été chef de la police entre 1996 et 2003. Sur place, le commandant de la gendarmerie, Youssef Lahlimi Alami, le fils d'un haut dirigeant du parti de l'USFP devenu haut commissaire au Plan, était son homme à tout faire et faisait régner la terreur. En découvrant l'étendue des compllicités mettant en cause un des principaux responsables de sa propre sécurité, Mohammed VI serait entré dans une des violences colères dont il est coutumier.

Dès 2005, deux procédures judiciaires en France, qui avaient abouti à des procès publics, ont mis en évidence la responsabilité des élites du royaume. À en croire les enquêtes policières, certains gros bonnets ne seraient autres que d'illustres représentants de la grande bourgeoisie marocaine, des magnats de l'import-export associés à des commerçants du Sentier, le temple parisien de la fringue.

Procès fleuve à Bobigny

Le 5 septembre 2005, l'une de ces procédures a abouti à l'ouverture d'un procès fleuve à Bobigny, en banlieue parisienne. Les vingt-six prévenus, pour la plupart de nationalité marocaine, étaient accusés d'avoir participé au blanchiment de l'argent du haschich et à son rapatriement sous forme de devises et de lingots d'or vers leur pays d'origine⁴.

La filière était entièrement pilotée à distance par des négociants basés au Maroc, dont les Chaabani, une famille

4 La journaliste Linda Bendali, qui était alors pigiste au *Gri-Gri international*, un hebdomadaire panafricain diffusé à Paris, a suivi d'un bout à l'autre

de Nador propriétaire de diverses échoppes de tissus et autres cybercafés dans plusieurs villes du royaume. Dans l'intimité de leurs arrière-boutiques, ces commanditaires délivraient des instructions quotidiennes à destination de l'autre rive de la Méditerranée. Leur station-service située à Nador servait de plaque tournante. Les tonnes de résine de cannabis y étaient embarquées à bord de 4 × 4, voire de bus. Direction la France, mais aussi la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas. Au retour, les billets et lingots d'or étaient déchargés à Nador. La fraîche était alors investie dans le fameux boom immobilier de la région de Tanger que les thuriféraires du régime vantent à longueur de temps. Et l'or était refourgué aux bijoutiers.

Plus intrigant encore, Abner Teboul, l'un des accusés clés de ce procès, n'était autre que le bras droit d'un personnage fort connu de la bourgeoisie marocaine, Jacob Azeroual. Soupçonné de blanchiment et mis en détention préventive, ce Franco-Marocain a été arrêté en avril 2004 à l'aéroport de New York et discrètement extradé vers Paris⁵. Jacob est le fils de Michel Azeroual, un riche homme d'affaires du royaume qui a fait fortune dans le négoce de ferraille. Influent, le patriarche a obtenu que son fils soit défendu par un des avocats pénalistes les plus réputés du barreau de Paris, M^e Pierre Haïk, avocat également de Michel Roussin, de feu Alfred Sirven ou de Laurent Gbagbo.

les audiences de ce procès. Ses notes d'audience, qu'elle a aimablement mises à la disposition des auteurs de ce livre, permettent de reconstituer une des filières d'exportation du cannabis entre le Maroc et la France.

Le 22 septembre 2005, le tribunal correctionnel a prononcé des peines allant jusqu'à neuf ans d'emprisonnement, seuls six prévenus sur vingt-six ont été relaxés, le principal prévenu, Mohamed Chabani, a été condamné à sept ans de prison, une peine assortie d'une « interdiction du territoire » de dix ans.

5 Voir Jean-Marie PONTAUT, « La filière marocaine », *L'Express*, 7 juin 2004.

Le procès fut fort instructif. D'après les écoutes téléphoniques, Abner Teboul jouait les coursiers pour le compte de son patron, faisant la navette entre Paris et Lyon pour rapporter de gros sacs de sport bourrés de billets. Des sommes qu'il confiait illico aux bons soins de Mohamed Chaabani, le collecteur en chef du réseau, basé à Paris. Une formation de plombier, un look gentillet, une discrétion à toute épreuve, l'homme ne ménageait pas sa peine. De jour comme de nuit, il sillonnait l'Europe à bord de sa Mercedes pour récupérer des sacs d'argent. Pas le genre à se déplacer pour « moins d'un mètre », soit 100 000 euros dans le jargon des trafiquants.

Une fois l'argent récolté, le très efficace Mohamed Chaabani s'en débarrassait dans les quarante-huit heures : il était stocké à Clichy-la-Garenne chez un commerçant, dit le « Boupastéla » (boulangier en arabe). Cet homme modeste possède une demi-douzaine d'appartements dans la région parisienne et trois commerces. Puis une partie des espèces était convertie en or. Chaque semaine, il commandait entre trente et cinquante « fèves » auprès de deux agents de change de la Bourse et du Panthéon. Certains de ces lingots étaient expédiés vers le Maroc. Le trésor était planqué dans les portières et les sièges de voitures confiées à des passeurs marocains, sélectionnés pour leur allure de bon père de famille. Le principal d'entre eux, Abdellah Ben Moussa, était un retraité et père de six enfants, portant petite moustache et lunettes rondes. Surnommé « Kadhafi », cet homme affable avait transporté six cents lingots. Il sera arrêté à la fin d'avril 2003 avec 400 000 euros cachés dans sa vieille fourgonnette Mercedes ⁶.

6 C'est son interpellation qui permettra de démanteler la branche française du réseau. En revanche les policiers français ne remonteront pas

Le reste du pactole était écoulé *via* des comptes bancaires suisses et israéliens. Au total, cinq millions d'euros auraient transité vers le « pays propre », nom de code pour désigner la Confédération helvétique. Et là, détail troublant, apparaît un nom, celui du banquier Judah Elmaleh, directeur adjoint de la banque HSBC à Genève, très lié à une autre sommité marocaine, Steve Ohana.

Coïncidence, on trouve les noms d'Elmaleh et d'Ohana dans un autre dossier de transferts illégaux que la justice française eut à connaître quelques années plus tôt. La fameuse affaire Falcone-Pasqua instruite par le juge Philippe Courroye, qui devait mettre en lumière un vaste trafic d'armes entre l'Europe de l'Est et l'Angola, *via* Paris, avait démarré en 1997, par un pur hasard, avec l'arrestation d'un petit patron franco-marocain du Sentier, Henri Benhamou. Lequel se livrait lui aussi au trafic de devises entre la France et le Maroc ⁷.

En janvier 1997, la Brigade de répression du banditisme apprenait que Benhamou aurait été agressé par plusieurs individus qui lui auraient dérobé de grosses sommes d'argent. Curieusement, il n'avait pas porté plainte ⁸. Les

jusqu'aux commanditaires marocains. Quatre mandats d'arrêt seront délivrés à l'encontre du clan Chaabani, ils resteront lettre morte.

7 Voir Nicolas BEAU, *La Maison Pasqua*, Plon, Paris, 2004.

8 Dans une note des Renseignements généraux du 24 décembre 1999, intitulée « Précisions sur l'affaire de blanchiment d'argent dans laquelle l'ancien gendre du roi Hassan II a été entendu », il est indiqué : « Dans un article daté du 17 décembre dernier, *Le Monde* fait état de "personnalités marocaines mêlées à une affaire de blanchiment d'argent", dont le fils de l'ancien Premier ministre marocain et ex-gendre du roi Hassan II, M. Foued (*sic*) Filali. Cette affaire, qui fait l'objet d'une commission rogatoire du juge Courroye du TGI de Paris, a été ouverte à la suite d'une séquestration en bande organisée et extorsion de fonds commise en septembre 1997 à Paris 17 sur l'un des auteurs du blanchiment de capitaux et du recel d'abus de biens sociaux. [...] Au cours de l'enquête, M. Fouaad Filali (né le 29 décembre 1955, à Paris 15) s'est présenté spontanément

auteurs de la séquestration étaient interpellés en 1998 et justifiaient leur agression par les activités de blanchisseur d'argent sale auxquelles se serait livrée leur victime. L'ordonnance de renvoi du juge Courroye devant le tribunal correctionnel indiquait qu'Henri Benhamou « se livrait à des échanges ou des mises à disposition de fonds entre la France et le Maroc ». Très vite pendant l'instruction, un personnage important de la nomenclatura marocaine était mis en cause en la personne de Steve Ohana, renvoyé également devant le tribunal – et défendu, comme Jacob Azeroual, par M^e Pierre Haïk.

Le « grand Jo »

À la tête de la Compagnie marocaine des cartons et papiers, intervenant dans l'emballage et le commerce de sucre, Steve appartient à la grande famille des Ohana. Il est le fils de Jeff et le neveu du « grand Jo », le patriarche du clan, chez qui descendait régulièrement à Casablanca le conseiller spécial de François Mitterrand, Jacques Attali. Jo était surtout l'homme d'affaires attiré d'Ahmed Réda Guedira, ami intime d'Hassan II et ancien directeur général du cabinet royal.

Les fonds que Steve Ohana cherchait à collecter en France lui auraient servi notamment à acquérir un appartement de 400 mètres carrés avenue Georges-Mandel à Paris. La vente s'est conclue pour plus de deux millions d'euros et a été effectuée *via* un intermédiaire à Genève, Judah

auprès des enquêteurs, auxquels il a expliqué que les 360 000 francs saisis chez M. Ohana provenaient des 500 000 francs qu'il lui avait versés. Ce qui semble corroborer sa déclaration faite au *Monde* dans son édition du 23 décembre dernier. »

Elmaleh. Vingt-deux entreprises différentes ont participé à la décoration de cet appartement.

Lors de sa première comparution devant les magistrats, Steve Ohana tente d'adopter un profil bas. L'affaire est simple, explique-t-il : ses entreprises au Maroc produisaient des fonds en espèces que la réglementation marocaine sur les changes ne lui permettait pas de transférer en France. « Je gère une affaire où j'ai des revenus, dont beaucoup en argent liquide. Pour mes besoins personnels, j'ai besoin de devises et le dirham n'est pas convertible. C'est donc M. Benhamou qui me remet la contre-valeur en francs français et à Paris de mes avoirs en dirhams. » Les espèces sont remises en France et la contre-valeur en dirhams est versée au Maroc. « Je reconnais que j'ai compensé ces remises d'argent, a poursuivi Ohana, par le produit de ventes sans factures non comptabilisées et qui, de ce fait, ne sont pas rentrées dans la comptabilité des sociétés marocaines⁹. »

Installé en France dans les années 1980, le passeur de devises, Henri Benhamou, a exploité plusieurs sociétés textiles. Il a tenté devant la justice d'expliquer que ces transferts de fonds illégaux servaient aux immigrés marocains pour rapatrier leurs maigres économies : « Ces opérations de compensation sont possibles grâce aux travailleurs marocains qui cherchent à rapatrier de l'argent au Maroc, mais le taux de change ne leur est pas favorable. Un certain nombre de collecteurs informés de leurs souhaits vont ramasser l'argent. Tout s'opère alors par compensation. »

Les travailleurs marocains ont bon dos. L'enquête a montré que le système de compensation imaginé était

⁹ On note dans l'ordonnance de renvoi du juge cette jolte formule : « L'information n'a pas permis d'établir que de telles pratiques étaient susceptibles de constituer une infraction pénale au Maroc. »

nettement plus sophistiqué. Henri Benhamou était le détenteur de six comptes bancaires à la Republic National Bank of New York, devenue HSBC, où apparaissent des traces de versements effectués par Steve Ohana. « Ces éléments permettent de retenir, concluait la Brigade financière, qu'une partie des fonds objet de la mise en place d'une compensation francs-dirhams a donné lieu à des mouvements de fonds en Suisse. » Ce qu'a fini par reconnaître Steve Ohana lui-même face aux policiers de la Brigade financière. Ces affaires éclairent le sport national marocain que constitue le transfert de devises entre Rabat, Paris et Genève.

La mainmise des Fassis

Mieux placé que quiconque pour décrire le règne d'Hassan II, dont il fut le fidèle exécutant pour le meilleur et pour le pire, l'ancien ministre de l'Intérieur du royaume, Driss Basri, nous a expliqué comment, selon lui, la corruption et la médiocrité sévissaient du haut en bas de l'État : « Ce qui est vrai, c'est que Hassan II n'avait pas la fibre économique. Mais de Gaulle ne l'avait pas non plus, et Chirac pas davantage. Sa priorité était de consolider l'État. » Et le même de poursuivre : « Nous n'avons pas une tradition d'administration sereine et objective, mais l'État marocain n'a que quarante ans. Un ministre ou un journaliste étrangers débarquent chez nous, le fonctionnaire marocain se sent leur obligé, dans l'obligation de les payer, comme lui-même se fait payer pour n'importe quel acte de la vie administrative. C'est la petite corruption. Et c'est cela qu'il faut changer en créant des Cours des comptes. Après tout, la France a attendu le Directoire pour payer ses fonctionnaires. »

Interrogé sur la corruption des élites marocaines, Basri est nettement moins véhément, et en tout cas sans illusions : « Quant à la grande corruption, poursuit-il, elle est universelle. Montrez-moi un pouvoir qui ne nourrit pas ceux qui le servent. La corruption d'État sert les supports de l'État ¹⁰... » Et d'ajouter : « Peu importait alors que quelques-uns se sucent au passage, ce qui comptait, c'est que le Maroc tienne debout. »

Autant dire que les élites marocaines n'ont pas comme souci premier le développement de leur pays. Leurs achats, notamment immobiliers, épongent une large part de la richesse du royaume. Pas un grand bourgeois marocain qui n'ait son pied-à-terre à Paris. Et peu importe que le bilan du régime soit peu glorieux, que les islamistes soient aux portes du pouvoir : la classe dirigeante marocaine ne veut rien apprendre de ses échecs, rien perdre de ses privilèges.

Cette classe dirigeante est souvent issue de la ville de Fès, une cité brillante dont l'université La Qarawiyyine, née voici onze siècles, a conquis depuis longtemps ses lettres de noblesse ¹¹. Dès l'indépendance, les rejetons des grandes familles fassies, qui ont fait souvent les grandes écoles à Paris ou Washington, occupent les postes les plus prestigieux dans la vie politique et économique marocaine. Après avoir activement participé à la création du grand parti de l'Indépendance, l'Istiqlal, les Fassis ont très vite pactisé avec la monarchie, comme ils l'avaient fait auparavant avec l'occupant français. Du classique. « Nous n'avons pas de bourgeoisie au Maroc, c'est une classe mercantile, commerçante,

10 Sur ces sujets, Driss Basri s'est longuement étendu avec les auteurs de ce livre lors de plusieurs entretiens en 2005 et 2006.

11 La Qarawiyyine a été construite à Fès comme mosquée vers 859 ; elle deviendra à la fois mosquée et université sous les Almoravides (1046-1157) (voir Malika ZEGHAL, *Les Islamistes marocains, op. cit.*, p. 64).

de pure représentation. [...] Ce ne sont pas des manufacturiers, ils n'ont jamais rien produit. » Quel est l'affreux gauchiste qui dresse un portrait si cruel de la classe dirigeante marocaine ? C'est l'ineffable Driss Basri, le très redouté patron de la police d'Hassan II. Lui-même est issu d'un milieu très simple dans la région agricole de Settat, à cinquante kilomètres de Casablanca ; il n'a pas obtenu son bac et doit tout à la monarchie.

Durant sa jeunesse, Settat était une modeste bourgade où une population pauvre vivait de l'élevage des chèvres. Durant les années Hassan II, « Si Driss » (Monsieur Driss), comme on le nomme là-bas, a fait construire des hôtels et des golfs luxueux dans son fief, devenu une ville pimpante dont les habitants ont conservé, encore aujourd'hui, un souvenir ému de leur bienfaiteur. « Chez nous, explique Basri, il n'y avait que de la plaine, nous ne pouvions pas nous réfugier dans la montagne, nous étions nécessairement du côté de la monarchie et du Makhzen. Hassan II et moi avons cassé le carcan que représentait la bourgeoisie de Fès, qui m'en a toujours voulu. » Et, en riant, ce grand manipulateur ajoute : « Les Fassis et les mercantis ne me le pardonneront jamais. » Et le peuple marocain n'oubliera jamais non plus dans quelle terreur le fidèle serviteur d'Hassan II l'a fait vivre pendant un quart de siècle...

Grand bâtisseur et « ami du roi »

Sous le règne d'Hassan II, un Premier ministre a incarné (de septembre 1986 à août 1992), pour le meilleur et surtout pour le pire, l'emprise de cette bourgeoisie fassie sur la vie politique et économique du royaume : Azzedine Laraki. Agrégé de médecine, ce pneumologue rencontre d'abord

Hassan II comme patient. « Le roi me considérait comme son ami », confiera-t-il à Ignace Dalle¹². Nommé ministre de l'Éducation nationale en octobre 1977, le bon docteur applique fidèlement l'ordonnance d'Hassan II. L'arabisation hâtive de l'enseignement qu'il initie provoque l'appauvrissement intellectuel des facultés marocaines. Entouré de conseillers passéistes, l'éminent professeur contribue aussi à remplacer l'enseignement de la philosophie par des départements d'études islamiques et fait appel à des enseignants formés en Arabie saoudite, aux préceptes les plus rétrogrades. Le roi Fahd finance alors à fonds perdus des infrastructures culturelles qui vont parfois distiller le poison de l'islam wahhabite.

Ministre de l'Éducation, Laraki fut surtout un grand bâtisseur, à l'origine de la construction de multiples établissements scolaires. Pour les équiper en fournitures, tables, chaises et armoires, il monta une usine moderne, qui obtint le monopole des marchés de l'ensemble des établissements scolaires de l'Éducation nationale. Lorsqu'il fut nommé Premier ministre en 1986, pour six longues années à ce poste, Laraki se montra terne, sans envergure. À l'exception de quelques grands travaux qu'il fit réaliser par les offices étatiques, parfois pour son propre compte. C'est l'époque où le syndicaliste Noubir Amaoui, secrétaire général de la CDT (Confédération démocratique du travail), dénonça dans le quotidien espagnol *El Pais* les pratiques de corruption du gouvernement de Laraki. Mal lui en a pris, il écopa d'un an de prison ferme.

Saisi par la fibre agricole, Azzedine Laraki s'est employé à exproprier de pauvres gens de la localité d'Aïn-El-Aouda, dans la grande banlieue de Rabat. Il mit ensuite en valeur

12 Ignace DALLE, *Les Trois Rois*, op. cit.

les terres qui lui appartenaient, sans négliger d'utiliser les moyens de la puissance publique. Ainsi, selon des témoignages d'anciens cadres de l'administration marocaine, l'Office national de l'eau potable fut mis à contribution pour raccorder sa ferme au réseau général grâce à une adduction de cinq kilomètres. Plus tard, le ministère des Travaux publics fut requis pour réaliser un barrage sur la rivière d'El-Oujla qui irrigue le site de l'hacienda du Premier ministre. Sitôt dit, sitôt fait, l'ouvrage coûta sept millions de dollars. Enterré le barrage programmé au départ. Un vaste lac fut ainsi aménagé où le Premier ministre entrepreneur réalisa un vaste élevage de grenouilles destinées à l'exportation. Et tant pis pour les *aroubis* (campagnards) situés en aval du cours d'eau, qui ont vu dépérir leurs modestes cultures maraîchères.

Et ce n'est pas tout. Une seconde fois, l'administration des Travaux publics fut mise à contribution pour aménager la route d'accès au domaine du Premier ministre, pour la bagatelle cette fois d'un million de dollars. L'Office national de l'électricité n'échappa pas à la mobilisation générale : la ferme du sieur Laraki fut électrifiée, pour la coquette somme de 900 000 dollars, avec des fonds pris là encore sur la cagnotte de l'État marocain.

Par la suite, Laraki exigea du Bureau des ressources et participations minières de creuser quatre forages en vue de l'irrigation de sa ferme. Comme il avait nommé son beau-frère Ali Bennani secrétaire général de cet organisme, sa demande fut prise en compte et exécutée avec diligence. Et tant pis si les géologues avaient émis un avis défavorable à de tels travaux, puisque la nappe phréatique de cette zone d'exploitation était parfaitement indigente. Ce qui fut constaté une fois les forages effectués. Le coût :

400 000 dollars là encore. Laraki avait frappé un peu fort, le roi en prit ombrage et le révoqua.

Reste qu'Hassan II n'était pas un ingrat. Malgré ses bévues et ses imprudences, Laraki fut nommé président de la prestigieuse université d'Ifrane Al-Akawayn, dont le nom consacrait la fraternité des deux rois, Hassan II et Fahd Ben Abdel Aziz, d'Arabie saoudite. Notre homme fut gratifié d'une rémunération de 60 000 dirhams, plus un complément de retraite, soit 120 000 dirhams par mois net d'impôts.

L'université étant anglophone et le président ne maîtrisant pas cette langue, Laraki s'inscrivit dans une université new-yorkaise. Il s'installa dans une vaste suite du palace le Plaza avec sa famille. Par la suite, Laraki fut proposé au poste de secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, dont le siège est à Djedda en Arabie saoudite. On ne l'y vit que rarement, ses affaires et son hacienda le retenant au Maroc. La découverte de la péninsule Arabique lui donna simplement un goût immodéré pour les tapis persans.

Ainsi allait le monde selon Laraki. Autant de frasques financières qui n'avaient pas échappé à l'opinion publique marocaine, laquelle n'en pouvait mais. Lorsque l'économie passa des mains des étrangers à celles d'autochtones, on parla officiellement de « marocanisation » des entreprises. Mais le petit peuple du royaume parle plus volontiers de « larakisation », pour mieux souligner l'enrichissement personnel de ces grands bourgeois fassis parvenus au pouvoir pour servir autant leurs intérêts que ceux du pays.